



**UNION NATIONALE DE FAMILLES ET AMIS DE PERSONNES  
MALADES ET/OU HANDICAPÉES PSYCHIQUES**

# L'Unafam dans les médias : Juillet - Décembre 2024

# SOMMAIRE

---

---

## UNAFAM NATIONAL

(10 articles)

---

---



lundi 9 décembre 2024

### EN FRANCE, LA PSYCHIATRIE EST AUSSI SOUFFRANTE QUE SES MALADES

Sophie Bourlet (1948 mots)

Déclaré « grande cause nationale », le secteur de la santé mentale, en manque de moyens, s'enfoncé dans une crise qui menace les patients et la...

Page 9



mardi 3 décembre 2024

### WWW.SANTEMENTALE.FR RECOMMANDATIONS DE BONNES PRATIQUES GLOBALES EN PSYCHIATRIE : L'UNAFAM S'ENGAGE

(574 mots)

L'Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) constate l'extrême hétérogénéité de la qualité des...

Page 14



lundi 14 octobre 2024

### INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES: COUPE INACCEPTABLE DANS LE PROJET DE BUDGET, SELON DES ASSOCIATIONS

(230 mots)

Paris, 14 oct 2024 (AFP) - Plusieurs associations ont dénoncé lundi une coupe inacceptable de plus de 20% dans les ressources de l'Association de...

Page 16



vendredi 11 octobre 2024

### QUAND LA MALADIE PSYCHIQUE SURVIENT, DES FAMILLES AU BORD DE L'EXPLOSION

Sophie Viguier-Vinson (977 mots)

Quand le diagnostic tombe en 2005, c'est le blast, tout explose. Mon frère Thibault est reconnu schizophrène, la réalité se fissure pour lui, la...

Page 17



mardi 8 octobre 2024

### «MA MÈRE A CRÉÉ DES FOYERS, IL Y EN A UN QUI PORTE SON NOM À AIX-LES-BAINS. J'AI ÇA AU FOND DE MOI, ET C'EST POUR ÇA QUE J'AI CHOISI QUE LA SANTÉ MENTALE SOIT LA GRANDE CAUSE NATIONALE.»

Éric Favereau (269 mots)

A quoi cela a-t-il tenu que la santé mentale soit déclarée «grande cause nationale» pour 2025 ? A un fil familial, en l'occurrence à Denise Barrier,...

Page 19



jeudi 3 octobre 2024

### LA SANTÉ MENTALE ANNONCÉE COMME «GRANDE CAUSE NATIONALE» 2025 PAR MICHEL BARNIER

Claire Frentz (611 mots)

Ce label, réclamé par de nombreux acteurs du monde de la santé, doit permettre de mettre en lumière et d'attribuer de nouveaux moyens à un secteur en...

Page 20



lundi 23 septembre 2024

### POUR LES ACTEURS DE LA SANTÉ MENTALE, UNE GRANDE CAUSE NATIONALE SERAIT BIENVENUE, MAIS PAS SUFFISANTE

Par Isabelle CORTES (688 mots)

Paris, 23 sept 2024 (AFP) - La santé mentale, prochaine grande cause nationale ? Le souhait du Premier ministre Michel Barrier a été favorablement...

Page 22

**DES CONSIGNES DE REFUS DE SORTIE DE MALADES PSYCHIATRIQUES ALARMENT** Camille Stromboni (944 mots)  
Ironie de l'histoire, au moment où le texto d'un collègue de psychiatrie du Sud-Ouest s'affiche sur son écran, le 22 mai, pour s'inquiéter d'une...

Page 24



mardi 16 juillet 2024

**WWW.SANTEMENTALE.FR EMMANUELLE RÉMOND, NOUVELLE PRÉSIDENTE DE L'UNAFAM** (368 mots)

Emmanuelle Rémond prend la présidence de l'Unafam, annonce l'association dans un communiqué. Elle succède ainsi pour un mandat de trois ans à...

Page 26

**LE PROGRES**

jeudi 11 juillet 2024

**UNAFAM : « DES PLATEFORMES DE SOINS COORDONNÉS POUR QUE LES FAMILLES NE SOIENT PLUS BALLOTTÉES »** (306 mots)

Le gouvernement a publié en mai une « feuille de route sur la santé de l'enfant pour 2024-2030 » sur laquelle l'Unafam (Union nationale de familles...

Page 28

---

---

### UNAFAM AUVERGNE RHÔNE-ALPES

(4 articles)

**LE DAUPHINÉ**  
WEB

jeudi 28 novembre  
2024

**SAVOIE. DES PROCHES DE PERSONNES MALADES PSYCHIQUES TÉMOIGNENT** Cc (399 mots)

Des témoignages positifs, permettant peut-être à certains adhérents de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées...

Page 30

france  
**bleu**

mardi 8 octobre 2024

**SANTÉ MENTALE : TOUTES LES FAMILLES QUI VIENNENT NOUS VOIR SONT DANS LA DÉTRESSE EXPLIQUE L'UNAFAM DANS LA LOIRE** (385 mots)

France Bleu Saint-Étienne Loire aux cotés de celles et ceux qui accompagnent les personnes en souffrance ce mardi avec l'un des grands maux de notre...

Page 32

**LE DAUPHINÉ**

jeudi 18 juillet 2024

**SECOURISTES EN SANTÉ MENTALE : « DES PASSEURS, PAS DES SAUVEURS »** Propos recueillis par Aurélie Soleger (669 mots)

Florian Dupin, vous organisez une formation "Premiers secours en santé mentale" à La Tour-du-Pin. De quoi s'agit-il ? « C'est une formation...

Page 34

**LE DAUPHINÉ**

vendredi 5 juillet 2024

**« BIEN SOUVENT LES FAMILLES NE VIENNENT PAS AUX AUDIENCES »** Propos recueillis par V.K. (377 mots)

Page 36

---

---

### UNAFAM BOURGOGNE FRANCHE COMTE

(3 articles)

**L'EST**  
Républicain

jeudi 21 novembre  
2024

**HANDICAP PSYCHIQUE : « ÇA FERME ENCORE PLUS LES PORTES »** E.T. (446 mots)

« C'est certain : quand on dit handicap psychique, ça ferme encore plus de portes », constate Nathalie Eustache, responsable de service Besançon et...

Page 38

**SELON UNE RÉCENTE ENQUÊTE, 36 % DES FRANÇAIS SERAIENT EN ÉTAT DE DÉTRESSE PSYCHOLOGIQUE** (931 mots)

Page 39

« Déstigmatiser la santé mentale » Interview Sophie Auguste est cadre de santé de l'hôpital de jour de la clinique psychiatrique Ker Yonned de...

**LA PSYCHIATRIE, GRANDE DÉLAISSÉE DE LA SANTÉ EN FRANCE ET DANS LE JURA** De notre correspondant, Thierry Dromard (488 mots)  
Alors qu'approchent les deux semaines d'information sur la santé mentale qu'elle organise, l'Unafam se bat « pour la reconnaissance du droit des...

Page 41

---

**UNAFAM BRETAGNE**

(2 articles)

**« LE RÉTABLISSEMENT PERMET D'ACCÉDER À L'EMPLOI**

» (438 mots)

L'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques était en colloque au Palais des arts. Au centre des échanges,...

Page 43

**TOUS EN MOUVEMENT POUR NOTRE SANTÉ MENTALE** (400 mots)

Dans son discours de politique générale, le Premier ministre a déclaré la santé mentale grande cause nationale 2025. Pile quand s'annonce la 35 e...

Page 44

---

**UNAFAM CENTRE-VAL-DE-LOIRE**

(2 articles)

**EN INDRE-ET-LOIRE, DES RENCONTRES POUR MIEUX SENSIBILISER À LA SANTÉ MENTALE** (260 mots)

Invité de France Bleu Touraine, le co-délégué de l'UNAFAM, une association qui travaille avec les familles de personnes atteintes de maladies...

Page 46

**LA SANTÉ MENTALE SE MET EN MOUVEMENT** (408 mots)

La santé mentale se met en mouvement, En octobre, les professionnels et usagers des structures médico-sociales donnent rendez-vous au grand public...

Page 47

---

**UNAFAM GRAND EST**

(3 articles)

**SANTÉ MENTALE : « ET TOI, COMMENT VAS-TU ? »** I. G. (685 mots)

«Allez, un peu de courage, ça va passer. Bouge-toi ! » Cette phrase, les personnes souffrant de maladies psychiques l'ont entendue plus d'une fois....

Page 49



mercredi 2 octobre  
2024

### COMMENT L'ACTIVITÉ PHYSIQUE IMPACTE NOTRE SANTÉ MENTALE (439 mots)

La 35 e édition des semaines d'information en santé mentale, organisée par le collectif éponyme, va se dérouler les 7 et 16 octobre à Privas. Les...

Page 51



jeudi 5 septembre  
2024

### LA SOUFFRANCE DES AIDANTS ENCORE TROP MAL PRISE EN CHARGE Un dossier d'Olivia Frisetti (1130 mots)

Ses mains s'entremêlent, ses doigts se tordent. Josiane déglutit, avant de lâcher : « Cataclysme, c'est le mot. C'est ce qu'on a vécu lorsqu'on l'a...

Page 52

---

#### UNAFAM HAUTS-DE-FRANCE

(1 article)



jeudi 3 octobre 2024

### MARCHE ET RENCONTRES CE DIMANCHE 6 OCTOBRE Benoît

Taquet (538 mots)

SANTÉ Rendez-vous ce dimanche 6 octobre à 10 h, sur la place Victor Hugo, pour une marche intitulée « En mouvement pour notre santé mentale ». A...

Page 55

---

#### UNAFAM ILE DE FRANCE

(1 article)



mardi 9 juillet 2024

### WWW.SANTEMENTALE.FR UNE UNITÉ D'INTERVENTION PRÉCOCE OUVRE EN ESSONNE (815 mots)

L'Établissement Public de Santé Barthélemy Durand, en Essonne, complète son offre de soin par la création d'une Unité d'Hospitalisation et de...

Page 57

---

#### UNAFAM NORMANDIE

(1 article)



jeudi 26 septembre  
2024

### UNE PÉRIODE DE PSYCHIATRIE AU RABAIS , DÉPLORE CLAUDINE GUILY, DÉLÉGUÉE ADJOINTE DE L'UNAFAM DU

CALVADOS (739 mots)

Provenant du podcast L'invité ICI Matin de France Bleu Normandie (Calvados et Orne) Il y a urgence de remettre des moyens dans l'hôpital public et...

Page 61

---

#### UNAFAM NOUVELLE-AQUITAINE

(4 articles)



vendredi 11 octobre  
2024

### « VERS QUI SE TOURNER ? » (344 mots)

« Vers qui se tourner ? »,L'Unafam 79 reçoit les familles d'adolescents deux-sévriens touchés par des problématiquesde santé mentale. Les demandes...

Page 65

**VIENNE : MICHEL BARNIER EN VISITE OFFICIELLE POUR PARLER  
DE SANTÉ MENTALE** Delphine Blanchard (246 mots)

Santé - France Le premier ministre Michel Barnier sera en visite dans la Vienne, ce jeudi 10 octobre 2024, pour parler de la santé mentale, dont il a...

Page 66

**DU DEUX-ROUES POUR BRISER LES TABOUS** Théo CHIRAMBERRO  
(331 mots)

L'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) lance son dispositif « psycyclette », une...

Page 68

**FRANÇOISE VEDRINE, PRÉSIDENTE DÉLÉGUÉE DE L'UNAFAM  
DORDOGNE** (298 mots)

Chaque jour, «DL» met en avant une personnalité dont c'est l'anniversaire et qui fait le point sur son activité personnelle, son association, son...

Page 69

---

---

**UNAFAM OCCITANIE - PYRÉNÉES - MÉDITERRANÉE**

(2 articles)

**L'UNAFAM AVEYRON MULTIPLIE SES ACTIONS DE SOUTIEN DE**

(450 mots)

Délégation départementale de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques, l'Unafam Aveyron est une grande...

Page 71

**SPECTACLE ET CINÉ-DÉBAT** (165 mots)

L'Unafam participe à la programmation des semaines de la santé mentale avec un spectacle de théâtre et un ciné-débat et sera présente à la conférence...

Page 72

---

---

**UNAFAM PAYS-DE-LA-LOIRE**

(4 articles)

**CETTE ASSOCIATION AIDE LES FAMILLES DES MALADES** (466 mots)

L'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques de Cholet accompagne les aidants et les aide, par des groupes...

Page 74

**LA DÉLICATE MISSION DES AIDANTS** Mireille PUAU (663 mots)

À Angers, Claudine aide sa fille quadragénaire, qui souffre de schizophrénie avec troubles de l'humeur, depuis 26 ans. Elle témoigne à l'occasion de...

Page 76

**SE BOUGER POUR ÊTRE MIEUX DANS SA TÊTE** Michèle BESSON.  
(291 mots)

La Ville participe à la 35 e édition des Semaines sur la santé mentale. Cette année, il est question de se bouger davantage. Pour la 35 e édition des...

Page 78

**TROUBLES PSYCHIQUES : UNE ANTENNE OUVRE À MONTVAL-SUR-LOIR** (304 mots)

L'Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) peut recevoir au sein de la maison de santé...

Page 79

---

**UNAFAM PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR - CORSE**

(2 articles)

**MURIEL ROCHAS, DELEGUEE UNAFAM 04 : « L'OFFRE DE SOINS EN PSYCHIATRIE SOUFFRE CRUELLEMENT DU MANQUE DE PSYCHIATRES »** Guy LIMORTE (CLP) (744 mots)

C'est peu de dire que Muriel Rochas connaît les troubles psychiques, les soins à l'hôpital, les psychiatres, les soignants, mais aussi l'animation et...

Page 81

**FORCALQUIER. CONFÉRENCE DÉBAT SUR LES TROUBLES BIPOLAIRES** (175 mots)

Conférence spectacle sur les troubles bipolaires à Forcalquier le 9 octobre avec Cécile Lajus suivi d'un échange avec le public. Société. C'est dans...

Page 83

---

---

**UNAFAM NATIONAL**

---

---

## En France, la psychiatrie est aussi souffrante que ses malades

**Déclaré « grande cause nationale », le secteur de la santé mentale, en manque de moyens, s'enfonce dans une crise qui menace les patients et la population générale. Pourtant, les idées pour le réformer ne manquent pas.**

« Si votre mère signe ce papier, on vous allonge et on vous attache.  
» Gravée dans la mémoire de Sybille Dequero, cette phrase a été adressée à son fils à son arrivée aux urgences psychiatriques. « Évidemment, il a pris peur et a voulu rentrer à la maison ! », se souvient-elle.

Le fils de Sybille, 28 ans aujourd'hui, est atteint de troubles bipolaires, et elle n'est pas à court d'histoires sur l'hôpital. Elle raconte cette fois où on l'a renvoyé à la maison, faute de lits en psychiatrie. Le lendemain, il a avalé une boîte de médicaments pour tenter de mettre fin à ses jours. Ou cette autre crise durant laquelle ils ont tant bien que mal sillonné les hôpitaux de Paris : Sainte-Anne, Bichat, Fernand-Widal, tous étaient complets.

« L'été, c'est une période que j'appréhende particulièrement. Parce que je sais qu'il y aura moins de monde à l'hôpital, souffle celle qui y emmène son fils depuis qu'il a 17 ans. Ce n'est pas un lieu où l'on a envie de conduire son proche. Ce n'est pas rassurant. »

De plus en plus de patients, de moins en moins de places

L'histoire de cette « proche aidante », qui a été racontée au théâtre depuis, est symptomatique d'un secteur en grande souffrance. Depuis les années 1980, deux tiers des lits d'hôpitaux publics en psychiatrie ont été fermés à la suite du « virage ambulatoire » - la politique destinée à réduire le nombre de nuitées à l'hôpital.

On raccourcit les séjours en orientant vers d'autres structures, elles-mêmes saturées : en 2023, les délais d'attente pour la moitié des centres médico-psychologiques (CMP) allaient d'un à quatre mois pour les adultes et jusqu'à un an pour les enfants. Sybille Dequero et son fils oscillent donc entre des hospitalisations d'urgence, trop courtes, et des rendez-vous chez les psychiatres libéraux, quand ils en trouvent.

Dans les années 1980, il y avait 800 000 patients en psychiatrie. Aujourd'hui, ils sont 2,8 millions. Rapportée aux places dans les hôpitaux, l'équation devient particulièrement bancal.

A lire

## Manuel de défense des services publics

### Découvrir

Une personne sur quatre est touchée par des troubles psychiques au cours de sa vie en Europe, un chiffre en constante augmentation

Selon Magali Coldefy, chercheuse spécialisée en psychiatrie à l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (Irdes), la hausse du nombre de patients s'explique aussi car « on pousse plus facilement la porte de l'hôpital qu'avant, par exemple pour les troubles autistiques. Mais la durée d'hospitalisation a diminué » Une personne sur quatre est touchée par des troubles psychiques au cours de sa vie en Europe, selon l'OMS, un chiffre en constante augmentation.

D'un côté, la population vieillit, et 14 % des personnes de plus de 60 ans vivent avec un trouble psychique. De l'autre, la crise du Covid a aggravé le mal-être, notamment des jeunes, chez qui les troubles ont explosé : en 2023, près d'une lycéenne sur trois a eu des pensées suicidaires, selon Santé publique France.

### Manque de volonté politique

Le gouvernement semble réagir et multiplie les annonces sur la santé mentale. En 2023, le dispositif « Mon psy » est mis en place pour permettre des remboursements de consultations libérales pour les troubles légers, additionné d'un numéro vert de prévention du suicide, ainsi que de formations de secourisme en santé mentale.

Le 19 octobre, Michel Barnier, alors Premier ministre, annonce même que la santé mentale sera érigée en grande cause nationale pour l'année 2025. Ce label, alloué par exemple au mentorat en 2023 ou au sport en 2024, permet aux associations de diffuser gratuitement des messages sur les chaînes publiques de radio et télé, mais n'est pas nécessairement assorti d'une rallonge budgétaire.

Le budget alloué à la psychiatrie est absorbé en partie par l'hospitalisation, qui demande de plus en plus de moyens

Depuis le début de la pandémie, sept ministres de la Santé se sont succédé, laissant leur lot de déceptions après chaque passage. Le budget alloué à la psychiatrie, premier poste de dépense de la Sécurité sociale à hauteur de 24,6 milliards en 2023, est absorbé en partie par l'hospitalisation, qui demande de plus en plus de moyens.

En grève en octobre 2024, les hôpitaux publics jugeaient que les 3,5 % d'augmentation du budget proposés dans le projet de loi de finances allaient être quasiment absorbés par l'inflation et l'augmentation des cotisations patronales.

Maeva Musso, présidente de l'association des jeunes psychiatres et addictologues (AJPJA), a milité pour l'instauration de cette grande cause nationale. Consciente que celle-ci ne résoudra pas la crise des hôpitaux, elle estime que cette annonce pourrait à minima lever le tabou sur la santé mentale :

« Les troubles mentaux sont très stigmatisés et la profession l'est aussi. Actuellement, il n'existe pas de politique de santé mentale publique, contrairement à d'autres pays. Or, il faudrait avoir une politique bien plus préventive que curative. »

Même constat pour la présidente de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam), Emmanuelle Rémond : « On en a marre de raser les murs ! » . Selon elle, il faudrait notamment former la population générale à reconnaître les signaux faibles pour éviter d'aller jusqu'à l'hospitalisation :

« Quand on n'arrive plus à se lever le matin, ou qu'on va à mille à l'heure, c'est qu'il faut consulter. C'est un enjeu de santé publique. »

La prévention pourrait s'établir plus en amont, à l'instar d'autres pays européens, selon Noël Pommepuy, chef du pôle pédopsychiatrique de l'EPS Ville-Evrard en Seine-Saint-Denis : « Par exemple, travailler l'empathie dès la maternelle et prévenir le harcèlement, plutôt que de le guérir une fois trop tard. »

Prévenir plutôt que guérir, le message paraît clair pour éviter les hospitalisations. Et quand celles-ci s'imposent, il est possible de réformer la pratique de la psychiatrie hospitalière.

Rendre le milieu plus attractif pour les patients...

Les premières hospitalisations sont primordiales, car elles signent bien souvent le divorce des patients avec la psychiatrie. « Un jeune qui a fait une crise arrive en urgence à l'hôpital, dans un moment brutal, est généralement attaché. La famille va être très marquée, car le diagnostic est annoncé parfois violemment, parfois pas du tout, par manque de temps » note Noël Pommepuy.

La mère de patient Sybille Dequero l'affirme, on ne lui a jamais demandé comment elle allait tout au long du parcours avec son fils : « On n'inclut pas la famille, on se sent mis à l'écart, voire coupable. »

Pour le pédopsychiatre, les politiques de la ville devraient aussi massivement investir sur l'accompagnement, dès les premières crises, « sur l'éducation, l'emploi, sur des activités centrées sur le projet de vie, la prise de traitement ».

Cette politique volontariste permettrait d'éviter les malades chroniques et en errance, et de désengorger les services, tout en faisant

adhérer les patients au soin. La chercheuse à l'Irdes Magali Coldefy abonde :

« Reconnaître que le patient peut être partenaire du soin, lui donner les moyens de gérer son trouble, créer avec lui des directives anticipées à suivre en cas de crise, sont des méthodes qui ont fait leurs preuves. »

Le temps disponible des soignants a été drastiquement réduit, compromettant le lien avec le patient dans un métier basé sur le relationnel

Selon la chercheuse, pour les hôpitaux publics, la question relève moins du budget que du temps disponible des soignants. Celui-ci a été drastiquement réduit avec l'application des 35 heures et l'augmentation de la charge administrative qui pèse sur les fonctionnaires, compromettant le lien avec le patient dans un métier pourtant fortement basé sur le relationnel.

Elle tempère cependant : « Certains hôpitaux ont plus de personnel et ne fonctionnent pas mieux. C'est aussi et surtout un problème de philosophie du soin. »

Même constat pour Maeva Musso de l'AJPJA, qui livre les premières recommandations issues de l'enquête #choisirpsychiatrie, portant sur l'attractivité de la filière et réalisée auprès de 3 396 professionnels ou futurs professionnels : tendre vers l'arrêt des contentions et de l'isolement, éviter la surprescription de médicaments, centrer le soin autour du rétablissement, du patient et de sa famille... Ces pratiques, couplées avec une déstigmatisation de la santé mentale, pourraient à nouveau attirer les soignants dans un domaine cruellement déserté.

... comme pour les soignants

Dans les hôpitaux publics, on déplore la pénurie d'orthophonistes, de psychomotriciens, d'infirmiers et surtout de psychiatres. En faculté de médecine, la psychiatrie est une des spécialités les moins choisies - 67 postes d'internes sont restés vacants en 2023. Et les futurs psychiatres, rebutés par les conditions de travail, se dirigent de plus en plus vers le secteur libéral ou vers les cliniques privées, qui gagnent du terrain.

Les cas d'école se succèdent. À l'hôpital psychiatrique Edouard-Toulouse, dans les quartiers nord de Marseille, un médecin est parti durant l'été 2024 et c'est une unité entière qui va fermer en 2025, privant tout un arrondissement de soins.

Les syndicats dénoncent une « non-assistance à personne en danger » pour la population générale et pour les patients

Les syndicats dénoncent une véritable « non-assistance à personne en danger » pour la population générale et pour les patients, dans

des services où l'on peut être « trois soignants pour trente patients », alors que le chef d'établissement déplore la grande difficulté à recruter des médecins.

En Ariège, département rural particulièrement touché par les déserts médicaux, le seul hôpital psychiatrique fonctionne en sous-effectif depuis plusieurs années. Mais la promulgation de la loi RIST de mai 2023, qui encadre le salaire des intérimaires dans le public, a précipité le départ vers le privé de plus de la moitié de l'équipe, pour la plupart embauchés en intérim, laissant les urgences psychiatriques exsangues.

Pour Noël Pommepuy, ces désertions relèvent aussi d'une « crise de la fonction publique » résultant de choix politiques. Lui non plus ne manque pas d'idées « courageuses » pour résoudre cette crise de la psychiatrie. Par exemple, nationaliser l'intérim avec un pool de médecins et un salaire plafonné, créer un métier intermédiaire entre le psychiatre et l'infirmier, revaloriser les grilles de salaires, ou encore instaurer une obligation de soins en dernière année de psychologie.

Pour les associations de jeunes psychiatres AJPJA, Affep et ANEMF, l'enjeu est de « changer notre façon de concevoir le soin [en faveur d'] une psychiatrie moderne, humaniste, progressiste, courageuse et capable de remise en question ». Une psychiatrie plus humaine qui donnerait à nouveau envie aux jeunes médecins de s'investir, aux malades et à leurs familles d'être accompagnés, et à la population générale de mieux se porter.

Numéros d'urgence

Souffrance Prévention du suicide : 3114

S.O.S Amitié : 09 72 39 40 50

Samu : 15

Violences numériques, cyberharcèlement : 3018 (application disponible)

[https://www.alternatives-economiques.fr/sites/default/files/public/styles/for\\_social\\_networks/public/field/image/000\\_1oy1u7.webp?orig=jpg&itok=ARSgC8Zh](https://www.alternatives-economiques.fr/sites/default/files/public/styles/for_social_networks/public/field/image/000_1oy1u7.webp?orig=jpg&itok=ARSgC8Zh)

Un patient marche dans un couloir de l'hôpital psychiatrique du Clos-Bénard à Aubervilliers, en banlieue nord de Paris, le 12 février 2020. PHOTO : Christophe ARCHAMBAULT / AFP

[https://www.alternatives-economiques.fr/sites/default/files/public/styles/ae-169-custom\\_user\\_large\\_1x/public/field/image/000\\_1oy1u7.webp?orig=jpg&itok=8AFRdFjv&timestamp=1733740916](https://www.alternatives-economiques.fr/sites/default/files/public/styles/ae-169-custom_user_large_1x/public/field/image/000_1oy1u7.webp?orig=jpg&itok=8AFRdFjv&timestamp=1733740916)

*par Sophie Bourlet*





## www.santementale.fr Recommandations de bonnes pratiques globales en psychiatrie : l'Unafam s'engage

**L'Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) constate l'extrême hétérogénéité de la qualité des soins, responsable de multiples pertes de chance pour les usagers. Pour y mettre fin l'élaboration et la diffusion de recommandations de bonnes pratiques globales s'impose.**

Communiqué.

Le 27 novembre 2024 dernier, l'Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) organisait son colloque recherche sur les recommandations de bonnes pratiques globales pour la psychiatrie, une voie de progrès vers des soins de qualité pour tous. En présence notamment de Claire Compagnon, membre du collège de la Haute Autorité de Santé (HAS) et présidente du comité santé mentale et psychiatrie de la HAS et de Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie. Geneviève Darrieussecq, ministre de la Santé et de l'accès aux soins, clôtura ce colloque qui mit en évidence l'urgence d'une amélioration des soins pour les personnes ayant des troubles psychiques.

En 2017, l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) déplorait pour la psychiatrie l'échec dans la réduction "des fortes inégalités d'accès à des soins de qualité sur l'ensemble du territoire national" qui s'expliquait selon elle par "d'importantes différences d'équipements, de moyens, de pratiques soignantes entre les services, les établissements, les territoires". En effet, de nombreux écarts de pratique sont aujourd'hui toujours documentés pour de nombreux troubles psychiques.

L'Unafam constate, à travers ses 350 points d'accueil répartis sur tout le territoire, et ses mandats de représentants des usagers dans les établissements sanitaires, l'extrême hétérogénéité de la qualité des soins. Celle-ci est responsable de multiples pertes de chance pour les usagers : retards diagnostiques, traitements inadéquats, interventions inappropriées et stigmatisantes, non prise en compte des avancées de la science, non-respect des droits, mise à l'écart de leur entourage. Sur notre territoire, des services pépites coexistent avec des endroits d'où tout espoir est absent.

L'Unafam se mobilise depuis longtemps pour mettre fin à cette hétérogénéité de la qualité des soins. Un moyen d'y parvenir est l'élaboration et la diffusion de recommandations de bonnes pratiques globales, comme il en existe dans la plupart des pays occi-

dentaux, en commençant par les troubles psychiques qui impactent le plus la vie des personnes, les troubles schizophréniques et les troubles bipolaires, tous deux pourvoyeurs de handicap.

Que le comité santé mentale et psychiatrie de la Haute Autorité de Santé réuni par Claire Compagnon ait décidé d'inscrire l'élaboration de ces recommandations dans sa feuille de route 2025-2030 est une nouvelle dont l'Unafam se réjouit. En tant que partie prenante, elle participera activement à leur élaboration. Leur mise en oeuvre permettra notamment de réduire le retard au diagnostic, d'organiser et d'optimiser les prises en charge, de fluidifier les parcours en fonction de l'évolution sanitaire et sociale de la personne, en inscrivant cette prise en charge dans une dimension pluriprofessionnelle et pluridisciplinaire.

Présente à ce colloque, Claire Compagnon, membre du collège de la HAS et présidente du Comité Santé mentale et Psychiatrie a ainsi déclaré : «

S'il n'existe pas de remède universel et général qui permettrait d'améliorer les pratiques médicales, il existe des moyens et des leviers pour y parvenir et les bonnes pratiques en sont un exemple. »

« Plus que jamais, à la veille d'une année labélisée par le gouvernement Grande cause pour la santé mentale, nous voulons aller de l'avant » indique Emmanuelle Rémond, Présidente de l'Unafam

Communiqué de presse, 3 décembre 2024



<https://www.santementale.fr/medias/2024/12/Capture-de-cran-2024-12-03-a-17.29.32-850x535.png>

## Insertion des personnes handicapées: "coupe inacceptable" dans le projet de budget, selon des associations

**P**aris, 14 oct 2024 (AFP) - Plusieurs associations ont dénoncé lundi "une coupe inacceptable" de "plus de 20%" dans les ressources de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph) prévue au projet de loi de finances (PLF) pour 2025.

L'Agefiph voit pour l'an prochain son budget "plafonné à 457 millions d'euros, très en deçà de son budget actuel" alors que les besoins augmentent et que les prévisions de rendement de la contribution sont estimés au-dessus de ce montant, "entre 555 et 575 millions", selon les associations membres du Conseil d'administration de l'Agefiph.

Les entreprises employant moins de 6% de personnes handicapées sont tenues de verser une contribution à l'Urssaf.

Un tel coup de rabot "aurait des conséquences graves et immédiates", selon les associations, notamment sur l'accompagnement, la formation et le soutien à l'embauche.

Les associations signataires - APF France handicap, Unafam, Unanimes, l'Unapei, l'Association des accidentés de la vie et le CFPSAA - rappellent que l'Agefiph, "c'est près de 200.000 aides et services proposés aux personnes en situation de handicap".

Plusieurs amendements ont d'ores et déjà été déposés à l'Assemblée nationale par des députés macronistes (EPR) et communiste demandant le maintien à leur niveau actuel des ressources de l'Agefiph ou la suppression du plafonnement de la taxe affectée à cet organisme.





## Quand la maladie psychique survient, des familles au bord de l'explosion

Des accompagnements existent pour soutenir les aidants et maintenir un équilibre familial

*Quand le diagnostic tombe en 2005, c'est le blast, tout explose. Mon frère Thibault est reconnu schizophrène, la réalité se fissure pour lui, la famille vole en éclats », se souvient Gringe. L'acteur et rappeur à fleur de peau, qui vient de lancer son second album, *Hyper-sensible*, évoque les fracas de ces dernières années qui l'ont façonné. «Après l'annonce, tout a bougé assez vite. Si je suis resté à Caen, où nous habitons, le reste de la famille est parti dans le Sud, où une place en clinique se libérait, et mes parents se sont séparés dans les deux ans qui ont suivi.» Chacun a fait comme il a pu, estime Gringe. «Mon père s'est protégé par un certain déni, ma mère s'est armée de courage, a rassemblé des informations et s'est entourée de parents dans la même situation, grâce à l'Unafam.»*

A ses quinze mille adhérents, l'Unafam (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques) propose un accompagnement par des pairs dans 305 points d'accueil, et un service d'écoute en ligne gratuit. «Ces échanges permettent de briser l'isolement et d'aider le proche aidant à trouver la force d'avancer, en luttant contre les sentiments

*d'impuissance, de culpabilité et d'incompréhension», explique Isabelle Coulange, l'une des psychologues de l'association. «C'est aussi l'occasion de décrypter un diagnostic et d'orienter vers les ressources locales», poursuit-elle. Les proches apprennent aussi à faire un pas de côté pour trouver des points d'interface avec la personne malade, par exemple en lui disant que l'on comprend que ce soit si éprouvant pour elle, ou en posant ses propres limites.*

Subtilement, Gringe est même passé de l'autre côté du miroir pour maintenir le contact, lorsqu'il s'est rapproché de son frère en prenant le relais de sa maman épuisée. « Un soir, Thibault m'a décrit une jeune fille que lui seul voyait, et les voix qu'il entendait. Je lui ai simplement posé des questions sur elle sans juger. C'était "schizophrénique": une part de moi était happée par le délire, mais l'autre n'y adhérait pas », reconnaît le membre du tandem formé avec Orelsan, Casseurs Flowteurs. Gringe a fini par être « malade de son frère malade », dépressif un temps, avant de rebondir, de voyager avec Thibault, d'écrire à quatre mains le livre *Ensemble, on aboie en silence* (Harper Collins, 2020) qui ressort en

poche en décembre. Et de vivre aussi pleinement sa propre vie d'artiste avec la sortie de son premier album en solo, *Enfant Lune*, il y a six ans.

Pour qui ne pourrait s'appuyer sur une telle créativité salvatrice, il est possible de se tourner vers Profamille. L'association met en place des formations gratuites pour les proches de personnes touchées par la schizophrénie. «Un cycle de quatorze séances sur cinq mois et un suivi sur deux ans permettent de former les familles aux spécificités de la maladie, de les entraîner concrètement à réagir au quotidien, et de créer des liens essentiels», explique le psychiatre Yann Hodé, président de la structure. Dans le cadre d'une étude menée sur cinq mille participants (publiée en 2024 dans la revue *World Social Psychiatry*), le médecin a observé que les troubles dépressifs disparaissent dans la moitié des cas, dès la fin de la première phase du programme.

### Appui des groupes de parole

A chacun son réseau de soutien en fonction de la pathologie. Pour Claire, la lumière est venue de l'Association des pa-

rents d'anorexiques et boulimiques (APAB), à Lyon, quand sa fille Olga (les prénoms ont été changés) a basculé dans l'anorexie mentale à 15 ans, après le premier confinement en 2020. *« Il a d'abord fallu accepter le diagnostic et de longues hospitalisations. Je me suis souvent demandé comment on en était arrivés là, alors que le temps des repas et les bons produits ont toujours été valorisés chez nous. Cela semble si simple de manger pour aller bien. »*

Mais justement, la scientifique qu'elle est a dû nuancer son rapport rationnel à la réalité, pour comprendre les souffrances et les besoins de sa fille. A la maison, tout le monde tient le coup, malgré l'échec de la thérapie familiale à laquelle ses deux autres filles et son mari n'ont pas adhéré. Le cadre structurant du travail, le soutien des amis et l'appui

des groupes de parole de l'APAB ont été déterminants. Et, à la faveur d'une relative stabilisation d'Olga, Claire parvient à maintenir les repas ensemble, même si sa fille a un menu différent, et à retisser le lien nourricier.

Maintenir un cocon s'est aussi révélé le challenge de Valérie Zitvogel, quand la bipolarité de son fils Maxime a éclaté en 2015, alors qu'il prolongeait ses études en Chine. *« Je suis allée le chercher, il a bénéficié d'un rapatriement sanitaire et a été hospitalisé à Paris, avant de revenir à la maison et de traverser dix-sept mois de dépression. Les rapports étaient difficiles avec son frère et sa sœur ados, et je craignais de manquer d'énergie pour l'aider tout en assurant avec les deux plus jeunes, en l'absence du papa, car nous étions déjà séparés. »*

Sa solution: démissionner d'un job prenant pour lancer son entreprise et gagner en liberté. Ses soutiens: sa sœur médecin, la marraine de son fils qui l'a accueilli un temps, et l'Unafam. *« Maxime a trouvé lui-même son tremplin en créant ce dont il rêvait: un lieu d'accueil chaleureux pour les personnes en souffrance psychique, avec un espace café ouvert à Paris. C'est comme ça qu'est née l'association La Maison perchée, en 2020 à Paris, où il s'est reconstruit en aidant les autres à en faire autant, avec une équipe de onze salariés et une centaine de volontaires, sur place ou en ligne »,* rapporte, soulagée, Valérie, qui y anime des groupes de parole. Depuis, Maxime est devenu papa. Et la famille a retrouvé une dynamique heureuse. ■

*par Sophie Viguié-Vinson*





«Ma mère a créé des foyers, il y en a un qui porte son nom à Aix-les-Bains. J'ai ça au fond de moi, et c'est pour ça que j'ai choisi que la santé mentale soit la grande cause nationale.»

**A** quoi cela a-t-il tenu que la santé mentale soit déclarée «grande cause nationale» pour 2025 ? A un fil familial, en l'occurrence à Denise Barnier, née Durand, la mère de Michel Barnier, morte à 91 ans en 2013. Le Premier ministre l'a raconté le 1<sup>er</sup> octobre lors de son discours de politique générale, sa mère a travaillé en Savoie à l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et /ou handicapées psychiques (Unafam) et créé des structures dédiées. «Il y a tellement de problèmes de prévention, dans la rupture

*du parcours de soins, tellement de problèmes d'accueil de jeunes dans un hôpital en urgence... a-t-il dit. Je les ai vécus familialement. Il y a des femmes et des familles désespérées parce qu'elles ne trouvent pas de lieu d'accueil dans l'urgence, ni même de lieu d'accueil pour des adultes qui sont malades.»* A l'époque où Denise Barnier exerçait, comme aujourd'hui, c'était la galère. Comment suivre la personne ? Comment la sortir de l'enfermement d'un hôpital psychiatrique où des malades pouvaient rester des années ?

D'où la «très bonne nouvelle» de cette grande cause nationale, estime Marie-Jeanne Richard, ex-présidente à l'Unafam : «Dans les pays anglo-saxons, les grandes campagnes sur la santé mentale ont eu de l'effet pour la déstigmatisation. Cela ne va pas tout régler, mais ne boudons pas cette chance.»

par *Éric Favereau*

A lire en intégralité sur *Libé.fr*



ÉCONOMIE

: LEFIGARO.FR

## La santé mentale annoncée comme «grande cause nationale» 2025 par Michel Barnier

Ce label, réclamé par de nombreux acteurs du monde de la santé, doit permettre de mettre en lumière et d'attribuer de nouveaux moyens à un secteur en crise.

Après la promotion de l'activité physique et sportive en 2024, Jeux olympiques obligent, c'est la santé mentale qui devient grande cause nationale pour l'année 2025. Le Premier ministre l'avait appelé de ses vœux, il y a dix jours lors de son premier passage à la télévision. Il l'a confirmé ce mardi 1er octobre au cours de son discours de politique générale. La santé mentale sera une des priorités de son gouvernement. Le sujet est un engagement *«familial»* de longue date pour le nouveau premier ministre, dont la mère a été présidente de l'Unafam (l'Union nationale des amis et familles de malades et/ou handicapés psychiques) en Savoie pendant 35 ans. Devant les députés, Michel Barnier a rappelé que *«les crises successives, dont le Covid, ont eu un effet important et aggravant»* sur le bien-être psychique des Français, notamment celui des plus jeunes. Les chiffres le montrent avec d'autant plus de force : les hospitalisations pour tentatives de suicide et automutilations sont en forte hausse ces 15 dernières années chez les adolescentes et jeunes femmes, selon une étude menée par le ministère de la Santé. Et cette hausse est très marquée depuis la fin de l'épidémie de Covid : en 2021-2022, elles ont augmenté de 71% par rapport à la moyenne de la période 2010-2019, d'après l'étude. Une récente étude réalisée par Indeed et OpinionWay atteste aussi d'un mal-être grandissant dans le milieu professionnel : près d'un salarié sur deux (48%) craint actuellement pour sa santé mentale tandis qu'un tiers d'entre eux a déjà été concerné par un burn-out.

Aujourd'hui en France, une personne sur cinq est touchée par un trouble psychique invalidant. Un coût social, sanitaire mais aussi économique, a rappelé le Premier ministre, qui souligne que les maladies psychiques sont le premier poste de dépense de l'assurance maladie.

### La nécessité d'une mobilisation collective

*«Des progrès sont réalisés dans la recherche et dans les traitements mais il y a encore tellement à faire dans les modes d'accompagnement des malades et des aidants»* constate Michel Barnier qui souhaite faire de la *«grande cause nationale»* l'affaire de tous -de l'État, aux collectivités en passant par les entreprises et les associations. Une mobilisation collective qui entend répondre à la crise traversée par le secteur de la psychiatrie. La spécialité peine à attirer les jeunes médecins et fait face à un manque de moyens matériels et financiers au moment où les demandes de la population explosent. Selon la Fédération française de psychiatrie,

30% des postes en psychiatrie ne sont pas pourvus au sein des hôpitaux publics, la faute, en partie, à une mauvaise réputation tenace.

À travers l'attribution du label «grande cause nationale» 2025, la profession espère une mise en lumière du manque de moyens humains et matériels auxquels ils font face dans leurs services. Les soignants attendent la «grande cause nationale» ne soit pas qu'un effet d'annonce. Depuis la crise sanitaire, le gouvernement a lancé nombre d'initiatives, à destination des jeunes notamment, sans que cela inverse la tendance d'une dégradation des indicateurs sur la santé mentale. De son côté, le Premier ministre a promis de reprendre rapidement les travaux entamés par le Conseil national de la refondation sur la santé mentale qui avaient été interrompus par la dissolution de juin dernier.

*par Claire Frentz*



## Pour les acteurs de la santé mentale, une grande cause nationale serait bienvenue, mais pas suffisante

Par Isabelle CORTES

**P**aris, 23 sept 2024 (AFP) - La santé mentale, prochaine "grande cause nationale" ? Le souhait du Premier ministre Michel Barnier a été favorablement accueilli dans un secteur en crise persistante, où plusieurs voix réclament surtout des moyens à la hauteur des besoins et de l'urgence.

Evoquant une cause "presque familiale à l'origine" car sa mère a "pendant 35 ans été présidente d'une association en Savoie qui existe au niveau national, l'Unafam, l'Union nationale des amis et familles de malades mentaux", Michel Barnier a affiché dimanche la volonté que "la santé mentale soit la grande cause nationale en 2025".

Les troubles psychiques touchent environ une personne sur trois dans leur vie et quelque deux millions de Français sont pris en charge en psychiatrie chaque année. La pandémie Covid a remis en lumière mais aussi accentué la dégradation de la santé mentale, notamment des jeunes.

Se montrant consciente que, "dans notre société et dans nos établissements psychiatriques, les besoins sont énormes", la nouvelle ministre de la Santé Geneviève Darrieussecq a déclaré lundi qu'elle "serai(t) au rendez-vous de l'attente du Premier ministre".

Depuis plusieurs mois, un large collectif d'acteurs du secteur représentant plus de 3.000 structures travaillant dans la santé mentale au sens large plaide pour cette cause nationale.

Créé en 1977, le label "grande cause nationale" est décerné à un thème de société porté par des organismes à but non lucratif et/ou associations et permet notamment une visibilité accrue via des messages sur les radios et télévisions publiques.

"C'est une très bonne nouvelle. Nous sommes prêts, on n'attend que ça", a réagi auprès de l'AFP Rachel Bocher, présidente du syndicat INPH et psychiatre hospitalière, tout en prévenant qu'"on ne s'en tiendra pas aux promesses, on veut du concret et du court terme".

A ses yeux, "ce qui compte, c'est qu'avec +la grande cause+ santé mentale soit dessinée une politique publique, avec des budgets alloués" pour "développer les soins mais aussi la prévention, le repérage précoce, les ressources humaines, le décloisonnement entre les métiers -médicaux et paramédicaux- et entre ville et hôpital".

- "Moyens à la hauteur" -

"Ravi qu'un Premier ministre s'intéresse à la santé mentale" alors même qu'"on explose sous la demande", Jean-Pierre Salvarelli, vice-président du syndicat des psychiatres des hôpitaux (SPH), a aussi exprimé sa "vigilance à ce que cela débouche sur des moyens à la hauteur pour les soignants", pas sur du saupoudrage ou de pseudo experts".

Du côté de l'Unafam, on "se félicite du souhait exprimé par le Premier ministre", a abondé sa présidente Emmanuelle Rémond à l'AFP.

Mais cela "devra s'accompagner d'engagements politiques forts afin d'agir contre la stigmatisation que vivent les personnes concernées et leurs familles" et de permettre "un recours précoce aux soins ainsi qu'un accompagnement efficace", a-t-elle souligné.

"Bonne nouvelle si cette décision se confirme et est soutenue comme il se doit", a aussi commenté dimanche le psychiatre et secrétaire national du PS Antoine Pelissolo sur X, soulignant que "le Parti socialiste le propose depuis 2021" et qu'"il y a urgence" car "la psychiatrie et la pédopsychiatrie vont très mal et les enjeux sont multiples".

Entre autres symptômes: plus d'un quart des postes de psychiatres sont vacants dans 40% des établissements publics et 7% en moyenne des lits de psychiatrie étaient fermés en 2023, selon la Fédération hospitalière de France.

Un Conseil national de la refondation consacré à la santé mentale, très attendu, était programmé en juillet, mais a été annulé après la dissolution de l'Assemblée nationale. Il était censé "apporter des réponses innovantes".

Dans une étude devant contribuer au CNR, le Haut Commissariat au plan, présidé par François Bayrou, recommandait un "plan d'action ambitieux" associant prévention, formation repensée et refonte des parcours de soins.

En 2024, année des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, la grande cause nationale était l'activité physique et sportive.

L'égalité entre les femmes et les hommes avait été affichée comme grande cause du quinquennat d'Emmanuel Macron en 2017, puis en 2022. Cela "ne se traduit encore que par des avancées limitées", a jugé la Cour des comptes à l'automne 2023.





FRANCE

## Des consignes de refus de sortie de malades psychiatriques alarmant

Au passage de la flamme, des préfetures ont demandé aux hôpitaux de revenir sur les autorisations de sortie de certains patients

**I**ronie de l'histoire, au moment où le texto d'un collègue de psychiatrie du Sud-Ouest s'affiche sur son écran, le 22 mai, pour s'inquiéter d'une demande appuyée de vigilance sur ses patients, Pascal Mariotti s'apprête à quitter un colloque à l'Assemblée nationale visant à faire de la santé mentale la «*grande cause nationale*» de 2025. Ce n'est que la première alerte reçue par le président de l'Association des établissements du service public de santé mentale, et directeur de l'hôpital psychiatrique Le Vinatier (Lyon), sur des consignes «*choquantes et illégales*», dénonce-t-il. Celles-ci se sont depuis multipliées dans plusieurs départements accueillant la flamme olympique : pas question de laisser sortir certains patients psychiatriques - ceux hospitalisés sous le régime de la contrainte, sur décision du représentant de l'Etat (SDRE) - pendant les jours concernés, indique-t-on en substance.

Dans le Haut-Rhin, en Seine-Maritime, en Loire-Atlantique... Par oral, par courrier, par e-mail : des préfetures, la plupart du temps, mais aussi certaines agences régionales de santé ont demandé aux hôpitaux de revenir sur les autorisations de sortie de ces pa-

tients en soins dits «sans consentement». Qu'il s'agisse de permissions de sortie, de levées de mesures de contrainte ou de décisions de programmes de soins ambulatoires (en dehors de l'hôpital).

A quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques (JO), - vendredi 26 juillet, l'émotion ne retombe pas chez les acteurs du secteur, qui prennent la parole depuis plusieurs semaines pour s'élever contre ces restrictions «*inédites*», avec une crainte : si de telles consignes sont intervenues pour le passage de la flamme, que se passera-t-il pour les JO ?

Les psychiatres et les directeurs s'en sont émus, au même titre que les porte-voix des patients, telle l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam), jusqu'à la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, qui a interpellé le ministre de l'intérieur dans un courrier en date du 21 juin - resté sans réponse.

«*C'est la première fois que nous sommes informés de mesures aussi généralisées, exprimées diversement mais qui se ressemblent beaucoup entre*

*elles*», dit-elle au *Monde*, tout en soulignant dans son courrier le «*paradoxe stupéfiant à stigmatiser et surenfermer un ensemble de patients atteints de handicaps psychosociaux, aux antipodes des valeurs affichées par les Jeux*». «*Ces interdictions de sortie généralisées, faites à des patients hospitalisés sur une base uniquement sécuritaire, constituent une violation flagrante de leurs droits, et sont très stigmatisantes*», ajoute Emmanuelle Rémond, présidente de l'Unafam.

Pour les Jeux olympiques eux-mêmes, aucune remontée n'a été constatée à ce jour en Ile-de-France, et l'agence régionale de santé assure qu'aucune consigne de «*restriction des sorties des patients pris en charge en psychiatrie*» n'a été formulée. Contactées, ni la Préfecture de police de Paris ni la préfecture d'Ile-de-France n'ont donné suite.

Au ministère de la santé, on dément toute «*consigne générale interdisant les sorties d'hospitalisation de personnes placées sous SDRE*» lors des passages de la flamme. «*Les sorties d'hospitalisation sont appréciées au cas par cas par les préfetures sur la base d'un certificat médical établi par un*

psychiatre», assure-t-on. Sollicité, le ministère de l'intérieur n'a pas souhaité s'exprimer.

### Instructions générales

A lire les documents que *Le Monde* a pu consulter, le «cas par cas» a pourtant cédé la place à des instructions générales, dans au moins une demi-douzaine de départements. Les directives reçues, par écrit ou par oral, vont d'un appel au «durcissement des autorisations» à la «nécessité d'éviter les sorties de courte durée», jusqu'à une demande pure et simple de «report des sorties», comme l'a formulé l'agence régionale de santé du Grand-Est.

«En aucun cas des considérations générales, liées notamment à l'ordre public, peuvent aboutir à de telles restrictions de liberté, c'est contraire à l'esprit de la loi», dénonce Frank Bellivier, psychiatre et délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie auprès du ministère de la santé. «On assimile les patients en soins psychiatriques à des personnes dangereuses, c'est faux et stigmatisant», ajoute-t-il.

Lui, comme de nombreux psychiatres, le martèle: moins de 2 % des actes pénalement répréhensibles sont le fait de personnes ayant été reconnues ensuite irresponsables pénalement. Et parmi les personnes porteuses d'un trouble psychique sévère (schizophrénie, bipolarité...), 1 % commet au moins un acte de cette nature dans sa vie, avance-t-il.

Ces dernières semaines, plusieurs faits divers ont participé à l'«effet loupe» sur les malades psychiatriques, que dénoncent les professionnels. Un soldat de l'opération «Sentinelle» a été agressé, lundi 15 juillet, à la gare de l'Est à Paris, par un homme qui a, par la suite, été interné en psychiatrie. Mercredi 17 juillet, un autre homme a foncé en voiture sur la terrasse d'un bar à Paris, faisant un mort et six blessés, avant d'être interpellé et conduit en psychiatrie. L'homme qui a attaqué un policier au couteau avant d'être tué par balle, jeudi 18 juillet, à Paris également, présentait selon sa famille des troubles psychiques.

«Une fois de plus, on se trompe de cible», reprend le directeur lyonnais Pascal Mariotti. Quand bien même on estimerait qu'une personne ayant des troubles psychiatriques induirait des facteurs de risque particuliers pour l'ordre public ou le passage à l'acte violent, viser ces patients qu'on a voulu empêcher de sortir n'a aucun sens, la problématique concerne des personnes qui ne sont le plus souvent pas diagnostiquées, ni suivies en psychiatrie, l'enjeu est justement le repérage et la prévention.»

Au-delà des mots, la consigne a-t-elle été mise à exécution? Dans au moins trois départements, des hôpitaux psychiatriques témoignent de refus intervenus de la part du préfet, sans motivation. Selon les dernières statistiques officielles, datant de 2021, 78 400 personnes étaient hospitalisées à temps plein en soins sans consentement. ■

par Camille Stromboni





## www.santementale.fr Emmanuelle Rémond, nouvelle présidente de l'Unafam

**Emmanuelle Rémond prend la présidence de l'Unafam, annonce l'association dans un communiqué. Elle succède ainsi pour un mandat de trois ans à Marie-Jeanne Richard.**

A l'issue de son Assemblée générale le 26 juin dernier, l'Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques ( Unafam ) annonce l'élection de sa nouvelle présidente : Emmanuelle Rémond succède ainsi à Marie-Jeanne Richard, pour un mandat de trois ans.

Emmanuelle Rémond, adhérente à l' Unafam depuis 2016, était depuis le 16 septembre 2021 déléguée départementale de la délégation Unafam de Paris (75). Elle est également administratrice d' Eu-fami, la fédération européenne des associations des familles de personnes ayant des troubles psychiques. Titulaire d'une maîtrise de civilisation allemande et diplômée de Sciences Po Paris, Emmanuelle Rémond a effectué un parcours professionnel en tant qu'éditrice et journaliste spécialisée en jeunesse et éducation. Elle s'est engagée comme bénévole à l'Unafam après avoir bénéficié de l'entraide et de la formation dispensées par l'association à la suite des troubles psychiques d'un proche.

Avec près de 16 000 adhérents et 354 points d'accueil répartis sur l'ensemble du territoire, l'Unafam présidée par Emmanuelle Rémond poursuivra, dans la lignée du mandat exercé par Marie-Jeanne Richard pendant six ans, son engagement quotidien pour la défense des intérêts communs des familles, des proches et des personnes souffrant de troubles psychiques. En 2023, près de 57 500 personnes ont été aidées directement ou indirectement par l'Unafam.

L'actualité récente démontre la nécessité de poursuivre le combat contre la stigmatisation des personnes concernées par un trouble psychique : alors que la flamme olympique circule dans toute la France, plusieurs préfetures ont fait connaître leur décision de supprimer sans appel les autorisations de sortie pour les personnes placées en soins à la demande d'un représentant de l'État. Cette situation est le reflet de la stigmatisation de la maladie psychique et de la discrimination que vivent les personnes concernées au quotidien, y compris de la part de l'État français.

« L'Unafam est une communauté d'entraide qui depuis 60 ans soutient les familles et œuvre sans relâche à l'inclusion de leurs proches fragilisés par la maladie, le handicap. C'est un honneur pour moi de la servir », a déclaré Emmanuelle Rémond.

[https://www.santementale.fr/medias/2024/07/Emmanuelle-Re-  
mond-836x625.jpeg](https://www.santementale.fr/medias/2024/07/Emmanuelle-Re-<br/>mond-836x625.jpeg)



[https://www.santementale.fr/medias/2024/07/Emmanuelle-Re-  
mond-836x625.jpeg](https://www.santementale.fr/medias/2024/07/Emmanuelle-Re-<br/>mond-836x625.jpeg)



## Unafam : « Des plateformes de soins coordonnés pour que les familles ne soient plus ballottées »

L'avis de Emmanuelle Rémond, présidente de l'Unafam

Le gouvernement a publié en mai une « feuille de route sur la santé de l'enfant pour 2024-2030 » sur laquelle l'Unafam (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques) se montre très critique, dénonçant « l'absence d'une véritable stratégie pour la santé mentale des enfants et des jeunes, notamment sur le volet de la pédopsychiatrie ». « Les structures ne sont plus adéquates, les CMP sont débordés. Nous demandons la création de plateformes de soins coordonnés pour que les familles ne soient plus ballottées. Quand on s'inquiète, c'est qu'on a des raisons de s'inquiéter. Il faut un guichet unique et orienter vers des équipes pluridisciplinaires », explique Emmanuelle Rémond, sa présidente, élue le 26 juin.

L'Unafam souligne l'importance de créer des Maisons de l'enfant et de l'adolescent, pour apporter des réponses graduées et éviter les ruptures de soins. Pour le moment, il n'existe que des maisons des adolescents, assurant une prise en charge globale de la santé. Cependant, des expérimentations de Maison de l'enfant et de la famille sont actuellement menées en France, dont une pilotée par Le Vinatier, dans l'Est lyonnais. Ces « maisons » sont destinées aux 3-11 ans - non suivis par un médecin ou dont « la situation de santé est complexe » - ainsi qu'à leur famille. L'Unafam souhaiterait aussi la mise en place d'un numéro d'appel pour discerner « la nature du besoin », comme il en existe aussi au Vinatier (lire par ailleurs).

Apportant « des outils aux parents pour qu'ils déculpabilisent », l'Unafam propose de former les personnels de l'Éducation nationale aux premiers secours en santé mentale pour les jeunes. « Cela permet de déceler les signes faibles, de faire baisser la tension et de contacter un service pour avoir un relais », précise Emmanuelle Rémond. ■



---

---

**UNAFAM AUVERGNE RHÔNE-ALPES**

---

---

## Savoie. Des proches de personnes malades psychiques témoignent

Des témoignages positifs, permettant peut-être à certains adhérents de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques de garder espoir, étaient au cœur d'un rendez-vous annuel et des échanges qui ont suivi.



Annie Dole est la déléguée départementale Savoie. Pour cette assemblée annuelle de l'Unafam Savoie, elle a invité des personnes à témoigner sur leur rétablissement. Le DL/C.C.

Le rétablissement par l'exemple, c'est sous cet angle que s'est déroulée l'assemblée annuelle des adhérents de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) Savoie. Ce jeudi 21 novembre, à la maison des associations à Chambéry, une quarantaine de personnes était présente pour ce rendez-vous annuel.

Toute l'année, l'Unafam accueille des proches de personnes concernées par des troubles psychiques, propose des journées d'information, des ateliers et formations soirées/rencontres, des actions de sensibilisation et de déstigmatisation ou encore des groupes de parole.

Lors de son assemblée annuelle qui invite tous les adhérents, Annie Dole, déléguée départementale Unafam Savoie avait choisi de mettre en avant des témoignages montrant qu'il est possible de s'en sortir et vivre "normalement" avec des problèmes psychiques.

Ainsi, une mère et son fils schizophrène ont témoigné sur la création d'une association visant à déstigmatiser et intégrer les personnes concernées par des troubles psychiques, Epsilon P.A. Un projet qu'ils ont mené ensemble et qui leur permet de venir en soutien, d'ouvrir les regards et les esprits et de se projeter dans le futur avec sérénité.

## Lien entre le microbiote et la santé mentale

Une mère est venue aborder le parcours de son fils aujourd'hui âgé de 35 ans, qui après un long parcours et notamment une hospitalisation en unité malades difficiles (UMD), est employé à temps complet et en CDI dans une petite entreprise d'électricité, sa formation initiale. La mère de Sylvain Gosmo est également venue présenter le parcours que son fils retrace dans son livre *Si proche de l'ordinaire* (éditions Baudelaire).

Enfin, il y avait également Paulette, pair aidante, biologiste de formation et dont le parcours l'a amenée à s'intéresser à de nombreux domaines de la recherche en santé mentale, plus particulièrement la nutrition, le microbiote intestinal et le lien avec la santé mentale.

Si la nature du microbiote et ses liens sur notre santé physique sont prouvés depuis longtemps, la science commence à s'intéresser aux concordances qui pourraient être établies entre notre microbiote et notre santé mentale. Paulette a évoqué les travaux de recherche du professeur Joël Doré qui se penche sur le microbiote et ses impacts concrets sur la prise en charge de maladies psychiques.

0 commentaire [Commenter cet article](#)

*par Cc*



## Santé mentale : "toutes les familles qui viennent nous voir sont dans la détresse" explique l'UNAFAM dans la Loire

**France Bleu Saint-Étienne Loire aux cotés de celles et ceux qui accompagnent les personnes en souffrance ce mardi avec l'un des grands maux de notre société : la santé mentale. Il vaut mieux vivre à Saint-Etienne qu'ailleurs dans la Loire même si les conditions de suivi y restent difficiles.**

France Bleu Saint-Etienne Loire : Aujourd'hui, si je constate que mon fils, mon épouse, mon voisin a besoin d'aide, ça reste compliqué d'être pris en charge ?

①

Jean-Claude Mazzini, UNAFAM de Saint-Étienne, Union Nationale des Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques : Oui car on manque de psychiatres. La médecine somatique est en difficulté mais et la psychiatrie aussi. Des attentes très longues pour avoir des rendez vous au CMP. Le service est embolisé, les psychiatres sont débordés. Ils sont obligés de raccourcir les consultations de l'ordre de quelques minutes, de façon à pouvoir voir le maximum de patients concernés par les troubles psychiques. Parce que s'il ne réduisait pas son temps de consultation il laisserait au bord de la route, les deux tiers des malades.

Qu'on habite à Saint-Étienne, dans la Plaine ou dans le Pilat, on est à la même enseigne si on a des besoins ?

Non. La psychiatrie est sectorisée. Sur le secteur stéphanois, on est relativement bien équipé. On dispose d'équipes mobiles mais qui ne sont pratiquement pas du secteur de Saint-Etienne.

Vous continuez quotidiennement à l'UNAFAM de recevoir des gens qui sont démunis ?

Toutes les familles qui viennent nous voir sont dans la détresse. Elles ne savent plus que faire et on est là pour les aider à accompagner leurs proches malades psychiques. Notre première mission, c'est de les accueillir, de les écouter, parce que souvent, elles ont besoin de vider leur sac. Elles ne savent pas à qui en parler. Il faut savoir que les bénévoles de l'UNAFAM sont tous concernés par la maladie psychique d'un proche. Donc ils savent à peu près de quoi ils parlent. Ensuite on propose des actions comme des groupes de parole avec une psychologue clinicienne. Le groupe est géré par un bénévole formé de l'UNAFAM. Nous proposons aussi des formations.

[https://www.francebleu.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/10/97d3b627-427e-4124-a0e0-401e0f2cf3ae/1200x680\\_sc\\_media-5.jpg](https://www.francebleu.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/10/97d3b627-427e-4124-a0e0-401e0f2cf3ae/1200x680_sc_media-5.jpg)



[https://www.francebleu.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/10/97d3b627-427e-4124-a0e0-401e0f2cf3ae/1200x680\\_sc\\_media-5.jpg](https://www.francebleu.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/10/97d3b627-427e-4124-a0e0-401e0f2cf3ae/1200x680_sc_media-5.jpg)





## Secouristes en santé mentale : « Des passeurs, pas des sauveteurs »

On connaît les formations aux gestes qui sauvent, notamment la Prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1). Un autre type de formation, intitulée “Premiers secours en santé mentale”, a fait son apparition en France en 2019. À La Tour-du-Pin, une session, pour la première fois ouverte au public, sera encadrée les 29 et 30 juillet par Florian Dupin. Explications.

**F**lorian Dupin, vous organisez une formation “Premiers secours en santé mentale” à La Tour-du-Pin. De quoi s’agit-il ?

« C’est une formation internationale, qui a été créée en Australie et qui est dispensée dans 29 pays à travers le monde. En France, elle existe depuis 2019. C’est l’association Premiers secours en santé mentale France, fondée par l’Infpp, Santé mentale France et l’Unafam, qui détient la licence pour déployer cette formation sur l’ensemble du territoire hexagonal. Cette dernière donne des clés aux participants pour aider quelqu’un qui ne va pas bien. Selon l’Organisation mondiale de la santé, une personne sur quatre, au niveau mondial, est touchée, au cours de sa vie, par un trouble de la santé mentale. En France, c’est une personne sur cinq chaque année. Dans son entourage, chacun connaît donc une personne dans ce cas. »

Pourtant, on parle peu de santé mentale au quotidien...

« En effet, c’est tabou. L’un des objectifs de cette formation est de développer une culture au-

tour de la santé mentale, pour changer les regards, pour déstigmatiser. La santé mentale, on en a tous une. Mais on ne le sait pas forcément. Face à une personne qui a un bras cassé, on va savoir comment réagir. Mais face à quelqu’un qui a un trouble de la santé mentale, on est souvent démuné. »

De quels troubles est-il question ?

« Les troubles anxieux, dépressifs, psychotiques ou liés à l’utilisation d’une substance. En revanche, dans cette formation, on n’aborde pas les troubles du comportement alimentaire ou découlant de la dépendance au jeu. L’idée, c’est d’apprendre à intervenir auprès d’une personne en crise ou présentant des signes inquiétants. La plupart des troubles de la santé mentale apparaissent dans le jeune âge, à l’adolescence ou au début de l’âge adulte. Plus on intervient tôt, plus la personne sera aidée et plus on évitera que les problèmes ne s’aggravent. »

Quelle est la posture la plus aidante possible face à quelqu’un qui a des problèmes de santé mentale ?

« Tout est détaillé dans la formation. On approche la personne et on évalue la situation. Si elle est en crise, on va l’assister, car cela nécessite une intervention immédiate. On écoute activement et sans jugement. Puis on reconforte et on informe. Sans poser un diagnostic. Enfin, on encourage la personne à aller vers un professionnel de santé et on lui donne des ressources pour l’aider. Il existe tout un tas d’outils méconnus et pourtant fort utiles, comme le numéro national de prévention du suicide, pour des personnes qui auraient des idées suicidaires : le 3114. »

Les secouristes en santé mentale ne se substituent pas aux professionnels de santé ?

« Surtout pas. Nous sommes des passeurs, pas des sauveteurs. »

Comme des sentinelles, des veilleurs ?

« Oui, c’est exactement ça. On n’est ni dans l’indifférence, ni dans l’ingérence : on apprend à trouver le juste milieu, en n’étant pas intrusif. »

À qui s'adresse cette formation ?

« À des adultes susceptibles d'intervenir auprès d'autres adultes. J'ai déjà assuré une quarantaine de sessions dans des entreprises ou des collectivités. C'est la première fois que je l'ouvre au grand public, parce que j'ai une demande à La Tour-du-Pin. Elle dure deux jours, 14 heures en tout. Il faut au minimum huit participants, au maximum 16. Chacun repar-

tira avec un certificat : il deviendra à son tour secouriste en santé mentale. » ■



« La formation "Premiers secours en santé mentale" n'est pas anodine. Elle peut faire écho à des situations que les participants ont vécues eux-mêmes ou dans leur entourage : ça peut remuer... », explique Florian Dupin, le formateur. Photo Le DL /Aurélie Soleger

*Propos recueillis par Aurélie Soleger*





## « Bien souvent les familles ne viennent pas aux audiences »

Questions à Annie Dole, déléguée départementale de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) en Savoie.

**A**nnie Dole, 67 ans, est la déléguée départementale de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) en Savoie. Son association compte 224 adhérents en Savoie et 16 000 en France. Elle est également la représentante des familles au sein de la commission départementale des soins psychiatriques en Savoie.

Que pensez-vous de la mise en place de ces audiences publiques de contrôle des hospitalisations sous contrainte au CHS de la Savoie ?

« Elles sont assez peu connues, sauf des personnes concernées. Je regrette que bien souvent les familles n'y viennent pas, par peur ou parce que les soignants n'insistent pas assez. Je dis aux familles qu'il

faut y aller, surtout si c'est une hospitalisation sous contrainte après une demande d'un proche. Les familles se sentent coupables et en général ressentent chez elles, alors que quand on a engagé le processus il faut y aller. Toutes les familles auxquelles j'ai demandé d'y aller m'ont remercié. »

La psychiatrie est-elle encore taboue dans la société ?

« On sait qu'une personne sur quatre dans sa vie sera atteinte de troubles psychiques, parce qu'une dépression sévère, un burn-out, une maladie bipolaire, ça peut arriver à n'importe qui. Et il faut que le grand public comprenne que dans un hôpital spécialisé, au CHS de la Savoie, on respecte les personnes. Il y a des juges qui viennent faire des contrôles. On n'est pas dans

les films qu'on a vus comme "Vol au-dessus d'un nid de coucou". C'est un lieu de soins. »

Faut-il parler davantage de ce sujet au public ?

« Oui. Car en en parlant, en montrant qu'à l'intérieur d'un CHS vous avez une audience, des juges, que les personnes sont protégées, je pense que ça permettrait à des personnes malades qui ne se sont pas décidées à se faire hospitaliser de le faire. Je reçois des appels de centaines de personnes en Savoie qui sont en souffrance. Le CHS est un lieu de soins pour les maladies du cerveau et ce n'est pas une honte ! C'est un hôpital. » ■

*Propos recueillis par V.K.*



---

---

**UNAFAM BOURGOGNE FRANCHE COMTE**

---

---



DOUBS

## Handicap psychique : « ça ferme encore plus les portes »

« C'est certain : quand on dit handicap psychique, ça ferme encore plus de portes », constate Nathalie Eustache, responsable de service Besançon et Haut-Doubs chez Cap Emploi 25.

Selon le baromètre de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam), seulement 20,5 % des personnes en situation de handicap psychique avaient accès à l'emploi en 2023 : deux fois moins que la moyenne tous handicaps confondus, elle-même deux fois inférieure au reste de la population.

« Certains ont des difficultés à accéder à l'emploi du fait de leur pathologie. Il y a aussi les employeurs qui, pour les trois quarts, ne comprennent pas la maladie psychique », déplore Marie-France Gibey, déléguée de l'Unafam dans le Doubs.

Les troubles psychiques regroupent les affections qui vont altérer l'état de santé mentale d'une personne comme la schizophrénie, les troubles bipolaires, la dépression résistante, les TOC ou les troubles borderline.

« C'est très difficile d'avoir quelque chose dans la durée »

« Certaines personnes qui prennent des traitements se fatiguent vite et ne peuvent pas tenir un temps plein. On leur recommande de trouver un mi-temps, mais ce n'est pas forcément facile », explique Marie-France Gibey. « On ne peut travailler qu'avec des personnes dont la santé est stabilisée. Dans le cas de la maladie psychique, il y a parfois des décompensations. Pour certaines maladies, ça va être ça tout le temps et c'est très difficile d'avoir quelque chose dans la durée », note de son côté Nathalie Eustache. Autre paramètre à prendre en compte : « une personne handicapée psychique ne va jamais accepter des tâches rébarbatives. La maladie se déclare entre 18 et 25 ans. Les personnes sont diplômées. Si vous leur donnez une tâche rébarbative à faire, elles vont penser qu'elles sont stupides et vont rechigner à la faire », mentionne Marie-France Gibey.

### Déni

Très souvent, les malades atteints de troubles psychiatriques font face au déni. « Au début, ils pensent qu'ils ne

sont pas malades. Ils ont du mal à le reconnaître. Parfois, cela prend dix ans pour qu'ils comprennent. C'est très long », note la déléguée de l'Unafam 25.

Sans emploi, les malades vivent de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), du RSA ou bien grâce à leurs parents. Marie-France Gibey milite pour une meilleure formation des employeurs et des services RH sur la maladie psychique. « Il faut trouver un employeur compréhensif qui puisse faire avec la maladie, mais c'est très rare. Bien souvent, ils s'y intéressent parce qu'ils ont quelqu'un dans leur famille qui est malade. » ■



Seulement 20,5 % des personnes en situation de handicap psychique avaient accès à l'emploi en 2023, selon le baromètre de l'Unafam. Photo Ludovic Laude

par E.t.





SENS\_OUVERTURE

## Selon une récente enquête, 36 % des Français seraient en état de détresse psychologique

« Déstigmatiser la santé mentale »

### Interview

Sophie Auguste est cadre de santé de l'hôpital de jour de la clinique psychiatrique Ker Yonnec de Champigny. Le Docteur Corneliu Ambrozie est psychiatre dans cette même clinique. Bernadette Lingier est aidante et bénévole à l'Unafam (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques). Ils ont accepté de répondre ensemble à quelques questions, avant la journée d'informations prévue cet après-midi à Sens.

n Qu'entend-on par santé mentale ? Y a-t-il encore des préjugés sur la santé mentale et les maladies mentales ?

Bernadette Lingier : L'OMS a une bonne définition. « La santé mentale est le fondement des émotions, de la réflexion, de la communication, de l'apprentissage, de la résilience, de l'espoir et de l'estime de soi. Elle est essentielle aux relations, au bien-être personnel et émotionnel et à la contribution à la communauté. » Le fait d'être en bonne santé, physique et mentale, est essentiel pour s'épanouir.

« Même si cela a évolué, la psychiatrie fait encore peur »

Sophie Auguste : L'information du public s'est améliorée. Mais il y a encore beaucoup de jugements autour de la santé mentale, on a encore du mal à dramatiser ce sujet. Cela concerne aussi bien les personnes qui ne vont pas bien à un moment de leur vie, que les patients ayant des pathologies chroniques. Ces personnes éprouvent souvent de la honte et hésitent à se faire aider ; on les retrouve tardivement dans le parcours de soins.

Dr Corneliu Ambrozie : La psychiatrie classique s'est diluée dans la santé mentale. C'est une bonne chose, car cela participe à la déstigmatisation des pathologies mentales. La psychiatrie s'est progressivement ouverte, pas seulement avec la délocalisation des unités de soins, surtout en adoptant un discours commun, qui a permis un dialogue avec des partenaires.

n Une récente enquête indique que 36 % des Français seraient en état de détresse psychologique, 56 % chez le moins de 25 ans (\*). Y a-t-il davantage de personnes en détresse psychologique ou sont-elles davantage détectées ?

Dr Corneliu Ambrozie : Tout dépend ce qu'on entend par détresse psychologique et détection. En tout cas, je crois que la population est plus sensible, s'intéresse plus à cette question. La place du psychiatre n'est pas facile. Même si cela a évolué, la profession fait encore peur. Cela s'est amélioré depuis la crise sanitaire du Covid. Davantage de patients viennent spontanément vers nous. Différentes catégories sociales ont été touchées, notamment des jeunes, des étudiants, qui se sont trouvés isolés.

Bernadette Lingier : Après la crise sanitaire, le nombre de dépressions a fortement augmenté, plus fortement chez les jeunes de 18 à 24 ans, selon Santé Publique France. Un enfant sur six a connu un épisode dépressif, 36 % des étudiants en avaient les symptômes.

n Quels sont les principaux facteurs exogènes qui affectent la santé mentale ?

Dr Corneliu Ambrozie : Chaque facteur a son importance. En tant que soignant, je m'intéresse à chaque patient, avant de parler de diagnostic et de facteurs. Certes le diagnostic est important pour mettre en place des thérapeutiques. Mais il ne faut pas oublier que nous travaillons avec

des personnes, des personnalités différentes.

n Le nouveau Premier ministre veut faire de la santé mentale une grande cause nationale en 2025. Au-delà de cette annonce, y a-t-il suffisamment de moyens alloués à la santé mentale ?

Sophie Auguste : Il manque du personnel dans tout le secteur de la santé. Il n'y a pas assez de psychiatres pour répondre à toutes les demandes. Il faut dire que la psychiatrie est une discipline particulière. Rares sont les jeunes diplômés qui la choisissent en première intention.

Bernadette Lingier : Pour pallier le manque de psychiatres, il y a des infirmiers en pratiques avancées, avec une spécialisation psychiatrie.

Dr Cornéliu Ambrozie : Le recrutement est une chose. Mais il faut créer les conditions pour inciter les professionnels de santé à signer un contrat. Les

métiers de la santé sont des métiers passion, qui apportent de la satisfaction.

n Les aidants de personnes atteintes de maladies mentales sont-ils suffisamment reconnus ? Peuvent-ils eux-mêmes bénéficier d'un soutien psychologique ?

Bernadette Lingier : Les aidants font partie de l'alliance thérapeutique, avec les patients et le corps médical. Ils sont davantage reconnus que par le passé. Quand on devient aidant, on est un peu perdu au départ, on ne sait pas grand-chose de la maladie mentale. Une association comme l'Unafam apporte des formations sur les pathologies, mais pas seulement. On nous apprend aussi à se déculpabiliser, car on se sent souvent fautif de ce qui arrive à notre proche. On apprend à ne plus avoir honte et à vraiment aider, efficacement. À notre tour, en tant qu'adhérent de l'Unafam, nous accueillons et écoutons les nouveaux aidants avec la possi-

bilité de les orienter vers des formations. Nous avons des groupes de parole pour les soutenir psychologiquement.

Sophie Auguste : Les aidants sont intégrés au parcours de soins de nos patients. S'ils sont en détresse, nous les écoutons, accueillons et selon les besoins, nous les orientons vers un professionnel pour un suivi, ou des associations.

Dr Cornéliu Ambrozie : À la clinique, nous avons depuis peu une paire-aidante, une personne rétablie et formée, qui peut échanger avec nos patients sur son expérience. Cela permet aux patients de s'identifier. La relation avec la paire-aidante semble satisfaisante, avec un recul de 6 mois de pratique.

(\*) Enquête Ipsos réalisée du 3 au 8 avril 2024.

Propos recueillis par Olivier Richard  
olivier.richard@centrefrance.com ■





ACTU | JURA ET RÉGION—SANTÉ MENTALE

## La psychiatrie, grande délaissée de la santé en France et dans le Jura

Avec une centaine d'adhérents et 10 bénévoles dans le Jura, l'Unafam (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques) dresse un paysage préoccupant de la prise en charge de la maladie mentale en France et dans le Jura. Elle intervient auprès des parents en plein désarroi.

**A** lors qu'approchent les deux semaines d'information sur la santé mentale qu'elle organise, l'Unafam se bat « pour la reconnaissance du droit des patients » et pour leur « déstigmatisation ». Selon le baromètre 2023 divulgué après enquête auprès de 4 300 personnes en France, l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques retient ce chiffre inquiétant : deux tiers des répondants indiquent que l'accès à un psychiatre ou à un psychologue est difficile pour leur proche. Et 44 % des répondants ont déjà été interdits de visite à leur proche hospitalisé. 60 % déclarent que leur proche n'a pas été accompagné par un professionnel dans sa demande d'aide auprès d'une Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Une puissante majorité (85 %) considère que leur proche accède difficilement à au moins un de ses droits fondamentaux.

### Manque de psychiatres dans le Jura

Dominique Fridez, adhérent actif de l'Unafam à Poligny,

confirme que « la psychiatrie est un secteur oublié de la santé en France. » C'est aussi vrai dans le Jura, avec ses insuffisances, par exemple le manque de psychiatres et de personnel soignant, les listes d'attente de prise en charge qui s'allongent, des patients renvoyés trop vite chez eux. « L'épidémie de Covid et ses confinements auraient ainsi « révélé des états psychiques tendus, notamment dans les jeunes générations. » Dominique Fridez précise : « Certains désespèrent, retournent à la rue et finissent parfois en prison où le taux de malades mentaux est quatre à cinq fois plus élevé que dehors ! »

### Des groupes de parole

Au moins l'Unafam se mobilise-t-elle auprès des familles. « Nous sommes là pour aider les proches des malades. Par exemple par les entretiens d'accueil des entrants dans l'association. Le parent est confronté à la maladie de son proche et en subit souvent les excès, les mises en danger. »

Dominique Fridez anime chaque mois des groupes de

parole de parents à Poligny (pour tout le Jura), encadrés par un psychologue. On y évoque les cas des personnes borderline (aux comportements limites, N.D.L.R.), bipolaires, schizophrènes, anxieuses, dépressives. Et on s'y donne des idées. Un groupe de parole de grands-parents se tient une fois par trimestre à Dole. Autant de soupapes et d'entraide dans une cocotte-minute en surchauffe. C'est dire les espoirs mis dans l'annonce de « la santé mentale, grande cause nationale 2025 » par le Premier ministre Michel Barnier. ■



Dans le couple Fridez de Poligny, Évelyne est membre de la commission des usagers (qui traite les plaintes), Dominique anime des groupes de parole de parents.  
Photo Thierry Dromard

par  
De Notre Correspondant, Thierry Dromard



---

---

**UNAFAM BRETAGNE**

---

---



VANNES - SAINT-AVÉ - PLESCOP - BADEN - ARRADON

## « Le rétablissement permet d'accéder à l'emploi »

L'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques était en colloque au Palais des arts. Au centre des échanges, la réhabilitation en vue d'un accès à l'emploi.

Trois questions à...

Jean-François Courtay, délégué départemental de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam), et Jean-Yves Blandel, délégué régional.

Vous dites que handicap psychique n'est pas handicap mental. Quelle est la différence ?

Jean-François Courtay : Lorsqu'on est atteint de handicap mental, il y a souvent une diminution des capacités intellectuelles, tandis que les personnes atteintes de handicap psychique démarrent avec à peu près le même niveau. Et puis, c'est à partir de l'adolescence, très souvent, que frappe la maladie. Ensuite, il peut y avoir une dégradation, mais ce sont des personnes qui ont une intelligence standard normale.

Comment expliquez-vous la difficulté des personnes souffrant de troubles psychiques à accéder à l'emploi, alors qu'elles sont, au départ, en possession de leurs moyens intellectuels ?

Jean-François Courtay : Environ 20 % des personnes concernées par un handicap psychique accèdent à un emploi. C'est difficile parce que cet emploi doit être adapté et doit bénéficier d'un accompagnement. Il faut qu'il y ait un relais entre l'accompagnant, la personne en situation de handicap et l'entreprise. La grande difficulté vient de la peur et de la méconnaissance des maladies. Nous travaillons essentiellement à lutter contre la stigmatisation. Quand on parle de personne schizophrène, par exemple, le mot est souvent mal employé. On fait état de leur dangerosité, mais c'est souvent au début de la maladie qu'il peut y avoir des violences. Une fois qu'elles ont un traitement adapté, les choses se passent généralement bien. En fait, elles sont surtout dangereuses à l'égard d'elles-mêmes, si l'on se réfère à l'importance du suicide chez ces personnes.

Quels leviers pouvez-vous proposer pour améliorer la situation ?

Jean-Yves Blandel : Il est important que les professionnels croient au rétablissement, qu'ils n'enferment pas les pa-

tients dans la maladie et qu'ils s'ouvrent aussi aux techniques qui permettent l'accès à des soins de réhabilitation psychosociale. Les personnes suivies doivent bénéficier d'un accompagnement dans la cité, qui soit à la hauteur de leurs besoins, de sorte qu'elles ne soient pas dans le seul statut de malade. Le thème sur l'emploi proposé à ce colloque doit permettre d'examiner les moyens d'accompagnement des personnes atteintes de troubles psychiques vers l'emploi. Pour cela, il faut un parcours préalable qui conduise vers le rétablissement de la capacité de reprendre la gestion de sa propre vie, et donc d'accéder à l'emploi. ■



Jean-François Courtay, directeur départemental de l'Unafam, et Jean-Yves Blandel, directeur régional, ont accueilli les participants à un colloque, hier. Photo : Ouest-France





CHERBOURG-GRAND COTENTIN

## Tous en mouvement pour notre santé mentale

Dans son discours de politique générale, le Premier ministre a déclaré la santé mentale grande cause nationale 2025. Pile quand s'annonce la 35<sup>e</sup> édition de la Semaine d'information sur la santé mentale.

La Semaine d'information sur la santé mentale (SISM) rassemble, chaque année, les acteurs de la question autour d'animations réparties sur l'ensemble du territoire français. Pour 2024 la thématique, à laquelle Cherbourg s'associe est En mouvement pour notre santé mentale.

« Briser les tabous »

Elle s'implique avec ses partenaires historiques : l'ARS de Normandie (Agence régionale de santé), l'Unafam de la Manche (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques), la Fondation Bon Sauveur de la Manche et d'autres associations. Le Conseil local de santé mentale, afin de toucher un large public, propose différentes actions, réparties dans différents lieux, et étalées sur deux semaines du 7 au 20 octobre, soit une semaine de plus qu'au plan national.

Si le mouvement est associé à la santé mentale, c'est bien entendu en lien avec les derniers Jeux olympiques : « C'est l'occasion d'insister sur le fait que l'activité physique agit sur le moral, sur le stress et la santé en général et que le sport change les idées et permet de penser à autre chose, explique Lydie Le Poittevin, maire adjointe en charge de la santé à Cherbourg-en-Cotentin. Ces deux semaines sont là pour permettre de déstigmatiser la santé mentale et d'insister sur le fait que nous sommes tous concernés et que nous devons tous en prendre soin. »

« L'idée, c'est aussi de briser les tabous et de favoriser l'inclusion des personnes en situation de fragilité psychologique », poursuivent les représentants des différentes associations partenaires qui proposent, lors de ces deux semaines, des conférences, des ateliers, des cinés débats et des activités de sensibilisation. L'opération se veut aussi intergénérationnelle comme lors du

parcours à pied ou à vélo dans Tourlaville (le 9 octobre après-midi) ou de la randonnée pédestre pour les plus de soixante ans (le 11 octobre au Château des Ravalet).

Un temps fort aura lieu le samedi 19 octobre, à la salle des fêtes, rue Grande-Rue, à Cherbourg et permettra de rencontrer tous les partenaires de ces SISM.

Programme sur [www.cherbourg.fr/agendas-et-actus/agenda/evenement/sante-mentale-a-lecoute/](http://www.cherbourg.fr/agendas-et-actus/agenda/evenement/sante-mentale-a-lecoute/) ■



Lydie Le Poittevin (deuxième en partant de la droite), maire adjointe en charge notamment de la santé à Cherbourg-en-Cotentin, et les représentants des diverses associations participantes, ont présenté le programme des deux semaines consacrées à la santé mentale. Photo : Ouest-France



---

---

**UNAFAM CENTRE-VAL-DE-LOIRE**

---

---

## En Indre-et-Loire, des rencontres pour mieux sensibiliser à la santé mentale

**Invité de France Bleu Touraine, le co-délégué de l'UNAFAM, une association qui travaille avec les familles de personnes atteintes de maladies**

psychiatriques, estime que la confinement a mis en exergue de nombreux problèmes de santé mentale qui, très souvent, couvaient.

Photo d'illustration. © Maxppp - Marc Ollivier

Ce lundi 7 octobre s'ouvrent, en Indre-et-Loire, les 35e semaines de l'information sur la santé mentale. Des ateliers, des spectacles et des conférences sont organisées pour sensibiliser aux enjeux, alors que le Premier ministre, Michel Barnier, a déclaré que la santé mentale était une cause nationale. En France, 13 millions de personnes souffrent de problèmes liés à la santé, soit "environ une personne sur cinq", assure Alain Doulay, co-délégué en Touraine de l'UNAFAM, une association qui travaille avec les familles de personnes atteintes de maladies psychiatriques.

Invité de France Bleu Touraine, ce lundi, il assure que le confinement a été, pour nombre de cas, un élément déclencheur de troubles. "La santé mentale, on s'est aperçu que c'était une composante intrinsèque de l'homme, poursuit-il. Chacun en a une. Et que quand ça ne va pas bien, l'homme ne va pas bien. Il y a quatre ans, le confinement, c'était un système d'emprisonnement volontaire, il n'y a pas d'autre mot. Enfin, volontaire, c'est une façon de dire. Et les gens se sont rendu compte que la liberté est quelque chose d'important, de fondamental pour l'homme."

Adrien Bossard





TOURS

## La santé mentale se met en mouvement agenda

La santé mentale se met en mouvement. En octobre, les professionnels et usagers des structures médico-sociales donnent rendez-vous au grand public pour parler activité physique et santé mentale.

En mouvement. Les usagers du Groupe d'entraide mutuelle (Gem) 37 ont pris le thème de ces 35<sup>es</sup> Semaines d'information sur la santé mentale à la lettre. Ce petit groupe de volontaires a lancé les manifestations prévues par un flash mob, ce samedi 5 octobre, place des Halles à Tours, dans le cadre de l'édition tourangelles. Premier d'une succession de rendez-vous autour du sport et de la santé mentale.

« L'objectif de ces semaines, c'est de sensibiliser largement aux enjeux de la santé mentale », pose Élise Marmain, coordinatrice du Gem 37 et membre du comité d'organisation. Pour les structures de soins, les professionnels et les usagers, c'est l'occasion d'aller à la rencontre du grand public et de faire tomber les préjugés. De

faire prendre conscience à tous, aussi, que « l'on a tous une santé mentale, et qu'il faut en prendre soin », souligne Élise Marmain.

Plutôt que de « sport », il sera question de « mise en mouvement » : « On n'a pas tous les mêmes possibilités, l'important est de se mettre en mouvement », précise la coordinatrice du Gem 37. À travers les événements organisés, c'est tout un paysage de la santé mentale qui se dessine : celle des adolescents, des personnes en souffrance psychique, celle des parents, celle des aidants, celle de chacun d'entre nous.

### « Être dans la vie »

« Le mouvement permet de mobiliser plein de choses, d'être dans la vie », considère Sylvie Duverger, co-déléguée de l'antenne locale de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam), et animatrice du flash mob préparé par les usagers des structures tourangelles. Selon les activités, on y tra-

vaille « l'attention, le respect des règles », l'interaction avec d'autres joueurs, liste celle qui est aussi ancienne infirmière en hôpital de jour.

Si le thème de ces semaines s'inscrit dans une année olympique, il n'est pas question ici de performance. « On parle plutôt d'effets à long terme, même sur de tout petits efforts : venir voir, essayer, c'est déjà un mouvement », invite Sylvie Duverger. Il est question de bienveillance, d'être ensemble. « Le plus simple, c'est déjà la marche », suggère-t-elle. Ou la danse, sujet de la répétition du jour. « La danse apporte du plaisir, permet d'être en harmonie avec son corps, il y a aussi une notion de partage de la même expérience », illustre cette bénévoles avant de rejoindre les danseurs.

Visages rayonnants et corps virevoltants, la troupe d'amateurs confirme. En mouvement.

Mariella Esvant ■



---

---

**UNAFAM GRAND EST**

---

---



## Santé mentale : « Et toi, comment vas-tu ? »

Le centre hospitalier de Verdun, avec le site dédié à la psychiatrie générale Desandrouins, et l'Unafam se mobilisent à l'occasion des Semaines de la santé mentale pour sensibiliser le public à ces pathologies et lever les tabous qui existent encore.

« Allez, un peu de courage, ça va passer. Bouge-toi ! » Cette phrase, les personnes souffrant de maladies psychiques l'ont entendue plus d'une fois. Elle a le don de hérisser Martial Cornevin, trésorier au sein de l'Unafam (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques). « Il s'agit de maladies et quand on est malade, on se soigne », assène-t-il.

Les Semaines nationales de la santé mentale, qui se prolongent en Meuse jusqu'au 25 octobre, est l'occasion pour l'Unafam et pour les professionnels du site Desandrouin (psychiatrie générale) du centre hospitalier de Verdun Saint-Mihiel, d'informer le grand public. Et de lever le tabou qui pèse sur ces pathologies.

Martial Cornevin rappelle les statistiques : « Une personne sur cinq sera confrontée aux troubles psychiques dans sa vie. Et à la stigmatisation. »

### Destigmatiser

Destigmatiser. « Tu ne vas pas aller voir un psychiatre ! C'est pour les fous ! », entend-on encore. Pendant ce temps, silencieusement, la maladie pro-

gresse. Plus elle s'enracine, plus elle sera difficile à traiter.

Thierry, infirmier à Desandrouin, image : « Un incendie qui commence, il faut un verre d'eau pour éteindre [les flammèches], si on laisse les flammes envahir la maison, les conséquences sont bien plus graves. »

Alors non, consulter un psychiatre, ce n'est pas être « cinglé ». C'est juste avoir un souci de santé et s'adresser au médecin spécialiste de la pathologie. Il faut en finir avec ces a priori qui ne font que compliquer la vie des personnes souffrantes. Thierry ajoute : « La plupart des maladies liées au psychisme peuvent être prises en charge et soignées. »

### Le trouble anxieux et la dépression

Pour les pathologies les plus graves, « on parlera de rétablissement », complète Martial Cornevin, « et non pas de guérison. Il s'agit de revenir à une vie la plus normale possible ». Car les troubles psychiques revêtent une vaste palette.

Schizophrénies, troubles bipolaires, dépression, troubles anxieux... ce sont, en France, environ trois millions de per-

sonnes qui vivent avec des troubles psychiques sévères.

Parmi les pathologies les plus communes, le trouble anxieux. « C'est la chose la plus répandue : une peur axée sur un problème particulier. Exemple : des gens qui ne supportent plus leur travail. Ils vont développer un trouble anxieux. Ils se disent qu'ils n'ont pas le choix : s'ils ne vont pas au boulot, pas de salaire. Comment faire vivre sa famille... » Le professionnel décrypte : « Cela devient un problème quand il y a une répercussion sur votre vie. Quand on n'arrive pas à surmonter le problème. » Insomnie, alimentation dérégulée, hausse de la consommation de tabac ou d'alcool...

La dépression, soit provoquée par un événement (comme le décès d'un proche) ou endogène (sans cause connue), fait elle aussi partie des maladies psychiques les plus courantes. « Elle relève des troubles de l'humeur. » Tristesse, manque d'énergie, perte d'intérêt et de plaisir, abattement... les symptômes varient selon les personnes « mais durent dans le temps ».

### « La parole c'est le premier de tous les médicaments »

Face à un mal-être psychique, chacun peut agir. « Quand on voit un changement de comportement chez une personne qu'on connaît, il faut parler. La parole, c'est le premier de tous les médicaments. Il faut demander à la personne comment elle va. Parfois, le simple fait de se sentir entouré, c'est suffisant pour repartir dans la vie », assure l'infirmier.

Et si le problème est plus profond, « il faut inciter la personne à s'adresser à un professionnel ». Certains symptômes comme des bouffées délirantes, des idées suicidaires, etc. nécessitent d'être pris en charge rapide par des professionnels par le biais des urgences de l'hôpital, des centres médico-psychologiques, d'un médecin, etc.

« La santé mentale fait partie de la santé tout court », insiste l'infirmier. Pour en savoir plus, différentes animations sont organisées jusqu'au 25 octobre en Meuse. ■



Quand on observe un changement négatif dans le comportement d'une personne qu'on connaît, il faut lui donner la possibilité de libérer sa parole ou l'inciter à voir un médecin. Photo d'illustration Lionel Vadam

*par I. G.*





## Comment l'activité physique impacte notre santé mentale

Les semaines d'information en santé mentale vont se dérouler en deux temps, à Privas. Deux dates ouvertes au public qui permettront de comprendre « ce qu'est d'avoir une santé mentale » mais aussi de mieux intégrer les personnes atteintes de troubles dans les clubs de sport.

La 35<sup>e</sup> édition des semaines d'information en santé mentale, organisée par le collectif éponyme, va se dérouler les 7 et 16 octobre à Privas. Les organisateurs ardéchois ont décidé de s'emparer du thème national "En mouvement pour notre santé mentale" en deux temps. Le premier se fera à travers un débat ouvert à tous ayant pour sujet "Faire équipe avec les personnes concernées par un trouble psychique".

Rendez-vous est donné au centre hospitalier Sainte-Marie, de 18 à 20h, le 7 octobre. « Nous voulons faire tomber les barrières et démontrer que les personnes atteintes d'un trouble peuvent faire partie d'une équipe, d'un club », revendique Marlène Giroudon, coordinatrice du projet territorial, basée à Sainte-Marie. Elles peuvent avoir des sensations différentes, avec un toucher altéré ou des interprétations de gestes altérées, ou connaître un ralentissement de la mobilité, des pertes d'équilibre, de quoi poser problème dans une équipe qui re-

cherche la performance. Pourtant, le sport aide à améliorer l'image de soi, à revaloriser l'effort et génère de l'endorphine, la fameuse hormone du bien-être.

### Film et débats

Pour évoquer le sujet, un film sur la pratique de l'escalade avec les usagers de Sainte-Marie sera projeté, puis le débat s'instaurera avec plusieurs professionnels du secteur. Il y aura notamment le para-athlète Tristan Hébrard, pongiste autiste Asperger, Gaëlle Bigazzi, du comité départemental de sport adapté 07/26, ainsi que des stands de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) et de l'Union départementale des associations familiales (Udaf).

Le 16 octobre, c'est une grande Véloparade qui est organisée et pour laquelle « tout ce qui roule » est invité ! Le premier départ sera donné depuis la place de l'hôtel de ville de Privas, pour les vélos, à 14h30. Les cyclistes rejoin-

dront les autres amateurs de mobilité douce au parking du centre aquatique Cap'Azur pour lancer la parade.

Animations et stands autour du mouvement pour la santé mentale se trouveront sur place pour pouvoir informer le grand public sur les enjeux du sport. La compagnie La Folle allure interprétera son nouveau spectacle mobile, *Faudrait pas rester plantés là*, composé d'impromptus en vélo acrobatique. ■



Lors d'évènements organisés par Culture et santé pour les patients du centre hospitalier Sainte-Marie à Privas. Photo Culture et santé

Inscriptions pour la table ronde du 7 octobre au 04 75 20 14 96.





## La souffrance des aidants encore trop mal prise en charge

En France, ils sont 11 millions à soutenir un proche atteint de schizophrénie, de bipolarité ou de troubles psychiques. Ces aidants doivent affronter chaque jour une multitude de défis qui ont des conséquences sur leur propre bien-être. Témoignages en Alsace.

Ses mains s'entremêlent, ses doigts se tordent. Josiane déglutit, avant de lâcher : « Cataclysme, c'est le mot. C'est ce qu'on a vécu lorsqu'on l'a appris... Dix ans de galère pour poser un diagnostic pour mon fils : la schizophrénie. » Troubles psychiques : voilà bien un terme médical qui fait peur, au point que personne n'ose en parler. Et pourtant les proches de malades en ressentent toujours le besoin. D'autant que, dans leur diversité - schizophrénie, bipolarité, bouffées délirantes -, ces affections psychiques sont trop souvent méconnues du grand public.

« Ça a été un drame, un effondrement, une montée de colère... Et puis on avance, parce qu'on n'a pas le choix, mais personne ne nous tend la main. Le corps médical ? J'ai quitté le secteur, ce n'est qu'un leurre ! On est seuls face à la maladie. Donc on survit », tranche la mère de Paul (\*), schizophrène depuis son adolescence et âgé de 38 ans aujourd'hui. Josiane, qui vit dans le Haut-Rhin, s'est elle aussi sentie bien seule devant un accompagnement hospitalier qu'elle juge dérisoire.

« Certains hôpitaux ou centres psychiatriques n'apportent aucune assistance aux aidants.

« Ça a été le cas pour moi », renchérit Yvette (\*), mère aidante de Laura (\*), diagnostiquée bipolaire à ses 19 ans. Les proches aidants, qui sont souvent des parents, se retrouvent seuls face à une charge mentale décuplée : « Nous demandons simplement à comprendre ce qu'est un trouble psychique. Je ne savais même pas écrire le mot schizophrénie avant que mon fils n'en soit atteint... Rien n'est fait, par exemple, pour nous orienter vers des associations spécialisées ! » s'agace Josiane.

*« Toute ma famille m'a tourné le dos »*

« Toute ma famille m'a tourné le dos. Je suis redevenue la simple demi-sœur alors qu'avant, il n'y avait pas de différence », regrette-t-elle. Le parcours d'un proche aidant est souvent marqué par l'isolement. Stigmatisation des troubles psychiques, poids de la responsabilité, perte des liens sociaux, les raisons de cette solitude sont multiples. L'isolement s'installe petit à petit, aussi bien dans la vie professionnelle que sociale : « Comment voulez-vous que je parle de mon fils sans mentionner sa maladie ? Alors je ne parle pas. J'écoute mes collègues parler de leurs enfants

en pensant à la vie de mère que j'avais imaginée », prolonge Josiane.

Sans soutien, les aidants peuvent se retrouver piégés dans une spirale négative, envahis par la maladie de leur proche qui s'immisce dans chaque aspect de leur vie. Nombre d'entre eux sacrifient leurs loisirs, pourtant essentiels pour se ménager des moments de répit. « J'ai mis deux ans avant de m'accorder quatre jours de vacances. On met notre vie entre parenthèses. En sortant [du centre hospitalier] de Rouffach, ma fille est directement venue chez moi sans un mot des médecins, avec juste un sac de médicaments... Alors on s'adapte et on reste en hypervigilance, sans rien dire à personne », décrit Yvette.

*« C'est un nouveau langage à apprendre »*

Les statistiques sont alarmantes. Selon un baromètre de l'Unafam (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques), association qui accompagne les proches aidants dans tout le territoire, plus de 40 % de ces derniers voient leur situation économique fragilisée par la maladie de leur

proche et les conséquences sur leur santé sont tout aussi préoccupantes. En effet, ils présentent davantage de symptômes anxieux, dépressifs et de pathologies somatiques (comme le cancer ou les complications cardiovasculaires) que le reste de la population, selon Romain Rey, médecin psychiatre interviewé par l'association FondaMental.

« Le rôle des aidants évolue, mais on le restera toute notre vie. On est toujours sur le quivive et on craque complètement quand ils sont pris en charge parce que toute la pression redescend. C'est un réel traumatisme pour la famille aussi », témoigne Yvette. Ce stress chronique peut être insidieux pour ces proches aidants dont la santé est trop souvent négligée. L'an dernier, 64 % des personnes interrogées par l'Unafam dans le même sondage déclaraient que la maladie de leur proche a eu un impact sur leur propre santé mentale.

C'est en chef d'orchestre que ces mères, ces pères, ces frères ou ces sœurs dirigent et coordonnent la vie du proche, avec souvent des difficultés de communication. « C'est un nouveau langage à apprendre. On doit pouvoir improviser et s'adapter, mais lorsqu'on n'est pas accompagné, on se retrouve face à un mur. La peur d'une nouvelle phase ou d'un nouveau moment d'impuissance prend le dessus. On vit au rythme de la maladie », relate François Muller,

père aidant et délégué de l'Unafam du Haut-Rhin.

### *Les programmes d'accompagnement minoritaires en Alsace*

Les proches aidants sont souvent mal informés des ressources mises à leur disposition. En dépit de l'existence de réseaux de soutien et de programmes de psychoéducation, tels que Profamille, ces dispositifs ne touchent qu'une minorité d'entre eux, souvent trop tardivement. « On a beaucoup lu, seuls, devant un ordinateur, un livre... On commence, puis on s'arrête, parce que les mots sont durs et qu'on reste sans réelles explications », soupirent-ils de concert.

Josiane, Yvette et François ont découvert l'existence de l'Unafam par le biais d'affiches dans une salle d'attente ou au terme de multiples recherches sur internet. « On a appris seul à mettre son enfant sous cloche, puis on découvre une association comme l'Unafam et là, on commence à comprendre, à s'enrichir grâce aux groupes de parole, aux formations, et on apprend à lever cette cloche », sourit François Muller.

La couverture des besoins des proches aidants reste encore inégale. Les formations et les groupes de parole se concentrent sur certaines pathologies, comme la schizophrénie, laissant de côté d'autres troubles comme la bipolarité. C'est le cas en Alsace,

où aucun groupe de psychoéducation destiné aux familles n'est accessible aux proches aidants d'une personne atteinte de troubles bipolaires. Des formations existent, mais elles restent trop rares. Or la moitié des aidants se disent en dépression avant d'avoir participé à une formation, soit quatre fois plus que la population générale. Selon ProFamille, à la fin de la formation, ils ne seraient plus que 24 % à être encore atteints de dépression.

Enfin, en Alsace, toujours selon ProFamille, le programme aurait permis de réduire significativement le nombre de jours d'hospitalisation des malades, générant une minoration des dépenses de santé de plus de 2 millions d'euros. Un argument économique qui vient s'ajouter à l'argument humain. ■



Les trois quarts des aidants se sont déjà sentis seuls face à la maladie de leur fils ou fille, frère ou sœur, selon l'Unafam. Photo O. F.

*par  
Un Dossier D'olivia Frisetti*

(\*) Les prénoms ont été modifiés pour préserver l'anonymat des familles.



---

---

**UNAFAM HAUTS-DE-FRANCE**

---

---



HIRSON

LA SANTÉ MENTALE, PARLONS-EN !

## Marche et rencontres ce dimanche 6 octobre

**SANTÉ** Rendez-vous ce dimanche 6 octobre à 10 h, sur la place Victor Hugo, pour une marche intitulée « En mouvement pour notre santé mentale ». A l'arrivée, quelques surprises vous attendent !



Parmi les organisateurs et les partenaires de cette marche de 3 kilomètres reliant la place Victor Hugo à la cascade de Blangy.

Parce que près d'un(e) Français(e) sur cinq souffre d'un trouble psychique ou d'une maladie mentale au cours de sa vie, la création, à Hirson, d'une antenne de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) revêt une réelle importance. Chaque premier mardi du mois, de 9 h à 12 h, à la salle du Hautbert, des bénévoles de cette association tiennent une permanence à laquelle chacun(e) peut se rendre. « Notre mission est de soutenir les familles, précise Agnès Hermant, l'une des bénévoles de l'UNAFAM, et ancienne directrice de l'école maternelle Charles Clément, à Hirson. Nous voulons aussi déstigmatiser les troubles psy-

chiques et les maladies mentales, comme à l'occasion de cette marche que nous organisons à Hirson, ce dimanche 6 octobre. » En effet, l'UNAFAM, avec le soutien de la Ville d'Hirson, propose une marche d'environ 3 kilomètres dont le départ sera donné à 10 h, depuis la place Victor Hugo. L'arrivée de cette marche, qui s'inscrit dans le cadre des Semaines d'information sur la santé mentale (du 7 au 20 octobre), aura lieu à la cascade de Blangy. Vers 11 h 30, un verre de l'amitié sera offert par la municipalité à la salle du Viaduc, à deux pas de la cascade. Et cinq stands, de l'UNAFAM, du Groupement d'entraide mutuelle, du PLIE (Plan local d'insertion par l'économie), de l'UNICEF et de la CPAM offriront la possibilité de s'informer sur toutes les aides et les soutiens possibles.

Funky jazz Gang offrira, quant à lui, un petit concert, tandis que des ateliers seront à la disposition des enfants. A 12 h 30, celles et ceux qui le souhaitent pourront sortir leur pique-nique du sac. Enfin, à 16 h, un concert d'orgue clôturera cet événement, à l'église Notre-Dame.

## DONNER LA FORCE D'AVANCER

L'UNAFAM cherche donc à déstigmatiser les maladies mentales et les troubles psychiques qui touchent un grand nombre de personnes. A titre d'information, plus de 300 patients seraient inscrits au Centre médico-psychologique d'Hirson. « Nous cherchons aussi à améliorer le parcours de vie des malades, à défendre leurs droits par rapport au travail et à l'accès aux soins, et à développer la recherche », ajoutent Agnès Hermant et le Dr François Dessalle, deux bénévoles de l'UNAFAM. Prochainement, des journées d'information sur les troubles psychiques seront d'ailleurs organisées à Hirson, « sachant que nous sommes tous des malades en puissance », comme l'indique le maire d'Hirson, Jean-Jacques Thomas. Le but est de ne pas laisser seul un malade, de « lui donner la force d'avancer », poursuit Agnès Hermant. Et cette marche organisée dimanche matin s'inscrit pleinement dans cette optique.

par Benoît Taquet



---

---

**UNAFAM ILE DE FRANCE**

---

---



## www.santementale.fr Une unité d'intervention précoce ouvre en Essonne

**L'Établissement Public de Santé Barthélemy Durand, en Essonne, complète son offre de soin par la création d'une Unité d'Hospitalisation et de Transition pour les Grands Adolescents et Jeunes Adultes (16-25 ans) offrant un capacitaire de 26 lits mêlant de l'hospitalisation programmée et de crise.**

Le constat est le suivant, face à une forte croissance démographique en Essonne d'ici 2025 (+29%), l'offre de soin ambulatoire est déficitaire au niveau départemental mais aussi régional et national. Il y a donc nécessité de renforcer la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent pour répondre aux enjeux à venir. Rappelons que 75% des affections psychiatriques débutent entre 15 et 25 ans et environ 20% des enfants et des adolescents présentent des troubles mentaux.

S'appuyant sur ces constats, l'EPS Barthélemy Durand s'inscrit dans un projet ambitieux de prévention, détection et d'intervention précoce pour les Grands Adolescents-Jeunes Adultes (GAJA). L'ouverture d'une nouvelle unité psychiatrique vient donc compléter l'offre de soin de l'Établissement tout en maintenant les services psychiatriques existants.

L'Unité GAJA interviendra à deux niveaux :

- l'hospitalisation de crise sera dédiée aux urgences et l'admission aura lieu 24h/24h en coordination avec notre unité d'Hospitalisation Psychiatriques pour Adolescents, seule structure à réaliser des admissions non programmée d'adolescents avec risque suicidaire aigu 24h/24 ;

- l'hospitalisation programmée (du lundi au vendredi en horaires de journée) prévue pour évaluer, stabiliser et réhabiliter les patients.

Des méthodes innovantes avec et pour le patient

Les équipes du service sont déjà formées et expérimentées dans la gestion des populations spécifiques des adolescents et jeunes adultes, tandis que des aménagements de locaux ont été spécifiquement réalisés pour assurer ce lancement au mois de juin dernier. Des renforts en compétences (éducateur - pédopsychiatre - psychomotricienne) permettront également répondre au mieux aux besoins des patients. L'équipe est expérimentatrice de la méthode innovante d'écoute du Patient par la méthode AMPATTI (Amélioration du Parcours vécu par le PATient et son entourage) et active dans l'utilisation du kit « mon GPS » du Psycom qui a été déployé récemment dans l'établissement en lien avec les Médiateurs de Santé

Pair et les Infirmiers en Pratique Avancée. L'utilisation de ces pratiques innovantes permet de s'adapter encore plus aux soins et aux besoins des patients adolescents-jeunes adultes tout en créant du lien avec les aidants et les proches.

L'implication dans l'organisation des rencontres familles-soignants est aussi une action innovante coconstruite avec l'UNAFAM et labélisée « droits des usagers de la santé ». Les usagers seront associés directement dans le comité de pilotage de la nouvelle unité. Le Professeur Olivier Bonnot, en charge de l'axe « Psychiatrie enfant et adolescent » du laboratoire de recherche et d'innovation de l'EPS BD apportera une plus-value universitaire à ce projet avant-gardiste.

Une offre de soin portée à tous les niveaux

Il s'agit d'un projet partenarial porté au plus haut niveau de sa communauté médicale (par la Présidente de la Commission Médical d'Établissement Françoise Villemain) et par la Filière Universitaire de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent dédiée aux adolescents de l'EPS Barthélemy Durand. Il s'inscrit dans les priorités du Projet Territorial de Santé Mentale de l'Essonne, du Projet Régional de Santé ainsi que dans le Projet d'Établissement 2023-2028 dans le cadre de la constitution d'un schéma départemental des urgences psychiatriques.

Consolider l'offre départementale par la création de lits 16-25 ans, pour une prise en charge des premiers épisodes psychotiques dans un contexte privilégié et adapté apparaît comme une nécessité au vu des indicateurs départementaux susmentionnés et des recommandations fixées par la Haute Autorité de Santé. Cela permettrait de diminuer de manière significative les temps d'attente aux urgences pour des jeunes souffrant de troubles psychiatriques et d'éviter que l'hospitalisation ait lieu dans des services adultes.

Des partenariats internes et externes pour un maillage territorial

Le nouveau service sera connecté aux autres de l'Établissement pour créer un maillage interne avec le CeDiPCSAJA (Centre de détection Précoce et d'Intervention Précoce -Consultation Spécialisée pour Adolescents et Jeunes Adultes), la filière réhabilitation psychosociale ainsi que sur la Cité Culturelle. Cette unité associera l'ensemble des partenaires hospitaliers, libéraux, associatifs, médico-sociaux, associations d'usagers et familles (comme l'UNAFAM Essonne qui soutient la démarche), permettant en outre d'accélérer la mise en place de mesure de prévention.

La détection précoce des troubles psychiatriques est un enjeu majeur de santé publique dans la mesure où anticiper l'intervention permettra d'assurer une meilleure efficacité de soin. Envisager la mise en place de dispositifs innovants et de recherches sur ces populations spécifiques avec la participation de nos équipes est un des axes majeurs pour servir le soin prévu dans le développement du Schéma Directeur Immobilier de l'EPS Barthélemy Durand pour construire aujourd'hui l'hôpital de demain.

- Communiqué de presse, juin 2023, « L'Établissement Public de Santé Barthélemy Durand en Essonne complète son offre de soin par la création d'une Unité d'Hospitalisation et de Transition pour les Grands Adolescents et Jeunes Adultes (16-25 ans) ».



<https://www.santementale.fr/medias/2024/07/adolescent-crise.png>

---

---

**UNAFAM NORMANDIE**

---

---

## "Une période de psychiatrie au rabais", déplore Claudine Guily, déléguée adjointe de l'Unafam du Calvados

**Provenant du podcast L'invité ICI Matin de France Bleu Normandie (Calvados et Orne)**

Il y a urgence de remettre des moyens dans l'hôpital public et dans les services de psychiatrie, s'inquiète sur France Bleu Normandie Claudine Guily, déléguée adjointe de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et ou handicapées psychiques dans le Calvados.

France Bleu Normandie Caen : Le Premier ministre Michel Barnier a décrété que la santé mentale serait la grande cause nationale de son mandat. Qu'est ce que vous vous êtes dit quand vous l'avez appris ? C'est une bonne chose ? Enfin ? Ce n'est pas trop tôt ?

Claudine Guily : C'est sûrement déjà très très bien. Cette annonce nous a fait extrêmement plaisir. Elle était déjà dans les couloirs depuis un moment. Et effectivement, pour nous, c'est intéressant que l'on puisse parler enfin de santé mentale. On sait qu'il y a plus de 2 millions de personnes qui souffrent de troubles psychiques sévères et que c'est plus de 3 millions de personnes qui les accompagnent au quotidien. Donc c'est évidemment que c'est une très, très bonne nouvelle.

France Bleu Normandie Caen : Derrière l'effet d'annonce, quelles sont vos attentes concrètement ?

CG : Nos attentes, c'est c'est de pouvoir peut-être donner des moyens nécessaires aux hôpitaux, auprès des personnes qui apportent des soins et du soutien aux familles.

France Bleu Normandie Caen : Parce que le secteur de la psychiatrie va mal, très mal... Les personnels s'opposent aux fermetures de lits qui paraissent inéluctables, 5 lits fermés en psychiatrie à l'hôpital de Flers, 16 lits supprimés à l'établissement public de santé mentale de Caen, de moins en moins de praticiens... Qu'est ce que tout cela vous inspire ?

CG : On est en train de se dire qu'on vit une période de psychiatrie au rabais et on a une une grande inquiétude en termes de prise en charge de patients. Parce que s'il n'y a plus de médecin référent, les équipes, évidemment, sont en souffrance et et on se demande dans les années à venir ce que deviendra l'hôpital.

France Bleu Normandie Caen : Les établissements développent la prise en charge au domicile des patients. Est-ce que cela peut remplacer l'hospitalisation ?

CG : Vous savez, quand vous avez quelqu'un qui est en crise, il n'y a pas d'autre choix que l'hospitalisation. Et un hôpital, pour moi, il est irremplaçable. Peut être que pour des gens, pour prévenir des rechutes, le fait qu'il y ait un étayage à domicile est intéressant, on ne peut pas le nier. Il y a des équipes mobiles qui sont déployées. C'est intéressant, mais pour moi la grosse question c'est quand il y a besoin d'hospitalisation, si on n'est pas en capacité d'accueillir, comment les proches vont-ils le vivre ? Ce qu'on sait, c'est qu'actuellement les familles ont de plus en plus ce rôle d'aidant.

France Bleu Normandie Caen : Qu'est ce qu'elles vous disent ces familles ? Est ce qu'elles ressentent un mal-être ?

CG : Elles sont un peu désemparées quand on leur annonce par exemple la pathologie d'un de leur enfant. Ils sont complètement désemparés. C'est un tsunami pour eux. Et notre rôle à nous, c'est de pouvoir les accueillir et de leur expliquer. On se rend bien compte que moins on informe les gens, moins on leur a dit les choses, plus ils sont inquiets. Et donc souvent c'est un cheminement assez long, quelquefois il y a des hospitalisations répétées, etc. Donc tout ça, ça a besoin d'être expliqué.

France Bleu Normandie Caen : Rappelons que la santé mentale concerne tout le monde...

CG : On a tous une santé mentale, c'est certain. Mais après on peut avoir une santé mentale avec des troubles qui sont des troubles souvent quand même sévères. Quand on approche auprès des psychoses, auprès des troubles bipolaires, des dépressions sévères, des des troubles obsessionnels compulsifs, etc. Tout le monde a sa petite névrose, mais tout le monde n'a pas besoin d'aller à l'hôpital et tout le monde ne souffre pas de graves troubles.

Info



[https://www.radiofrance.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/09/eaf09ec3-0016-4f51-9037-c12660127701/1200x680\\_sc\\_poledesanteillustration.jpg](https://www.radiofrance.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/09/eaf09ec3-0016-4f51-9037-c12660127701/1200x680_sc_poledesanteillustration.jpg)

Un pôle de santé mentale à l'hôpital (photo d'illustration).  
©Maxppp - Clementz Michel



[https://www.radiofrance.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/09/eaf09ec3-0016-4f51-9037-c12660127701/640x340\\_sc\\_poledesanteillustration.jpg](https://www.radiofrance.fr/s3/cruiser-production-eu3/2024/09/eaf09ec3-0016-4f51-9037-c12660127701/640x340_sc_poledesanteillustration.jpg)



---

---

**UNAFAM NOUVELLE-AQUITAINE**

---

---



TOURS

## « Vers qui se tourner ? »

### agenda

« Vers qui se tourner ? », L'Unafam 79 reçoit les familles d'adolescents deux-sévriens touchés par des problématiques de santé mentale. Les demandes sont en hausse depuis le Covid.,

Depuis le Covid, nous sommes davantage sollicités par les familles. Auparavant, des jeunes de 20 à 25 ans étaient concernés. Aujourd'hui, cela touche aussi beaucoup les adolescents, confie Nadine Béal, déléguée départementale de l'Unafam 79. L'association accueille et prête une oreille attentive aux proches de personnes souffrant de troubles psychiques, en les recevant, notamment, lors de groupes de parole ou de journées de formation.

Ces dernières années, la demande d'écoute n'a fait qu'augmenter. À tel point que l'association envisage de créer un troisième groupe de parole mensuel, en plus des deux autres déjà existants à Niort.

### « Elles ont besoin de vider leur sac »

« Les familles ne savent pas vers qui se tourner. Or, elles ont besoin de comprendre, de vider leur sac. » Troubles bipolaires, schizophréniques ou borderline : l'association estimait, en mai 2024, que 15.000 personnes souffraient d'un trouble psychique dans les Deux-Sèvres, « et sans doute plus encore », selon la déléguée départementale de l'Unafam.

Chez les adolescents, peu de chiffres permettent d'éclairer la problématique. Une enquête de l'Observatoire régional de santé de Nouvelle-Aquitaine, réalisée fin 2022 et publiée en décembre 2023, indiquait que 33 % des lycéens des Deux-Sèvres présentaient des signes dépressifs fréquents. Aussi, 8 % déclaraient avoir eu assez ou très souvent des pensées suicidaires.

### « Il faut des moyens »

« On ne peut pas poser de diagnostic, mais seulement orienter au cas par cas. » L'association propose notamment aux familles un programme de psychoéducation pour se constituer une boîte à outils. « Si l'on détecte un changement de comportement, un repli sur soi-même, et surtout si cela s'installe dans la durée, il convient de se diriger vers son médecin généraliste ou la maison des adolescents. »

La déclaration de la santé mentale comme grande cause nationale pour 2025, décidée par le premier ministre Michel Barnier, dont la maman a travaillé à l'Unafam, est « une bonne nouvelle, mais il faut des moyens, dont plus de médecins », rappelle Nadine Béal. « Des infirmiers en psychiatrie, qui ne sont pas formés à ces questions, se tournent vers nous pour qu'on leur parle de notre quotidien. »

Camille Pain ■



---

---

FRANCE

---

---

: LANOUELLEREPUBLIQUE.FR

---

---

## Vienne : Michel Barnier en visite officielle pour parler de santé mentale

Santé - France



Le premier ministre Michel Barnier sera en visite dans la Vienne, ce jeudi 10 octobre 2024, pour parler de la santé mentale, dont il a fait la grande cause nationale 2025.

Le premier ministre Michel Barnier sera en visite dans la Vienne, ce jeudi 10 octobre 2024, pour parler de la santé mentale, dont il a fait la grande cause nationale 2025. © (Photo AFP)

**Ce sera la grande cause nationale pour l'année 2025 : la santé mentale. Ce jeudi 10 octobre 2024, le premier ministre Michel Barnier effectuera une visite sur le sujet dans la Vienne.**

Lors de son discours de politique générale, le premier ministre Michel Barnier a annoncé que la santé mentale serait grande cause nationale pour l'année 2025.

### Un coup de projecteur pour l'Unafam

Une annonce qui n'a pas surpris ceux qui connaissent bien l'histoire familiale du premier ministre. Sa maman, Denise Barnier, morte à 91 ans en 2013, a longtemps travaillé pour l'Unafam,

l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques.

## En visite à Poitiers et Neuville-de-Poitou

En toute logique, le premier ministre effectuera un déplacement dans le département de la Vienne sur le thème de la santé mentale, ce jeudi 10 octobre 2024.

À ses côtés, la ministre de la Santé et de l'accès aux soins, Geneviève Darrieussecq, et la ministre déléguée chargée de la coordination gouvernementale, Marie-Claire Carrère-Gée.

Le déplacement débutera le matin et se finira à la mi-journée, entre Poitiers et Neuville-de-Poitou, très certainement au centre médico-psychologique de la commune, structure de soins pivot des secteurs de psychiatrie.

Une visite qui intervient au moment où ont lieu, dans la Vienne comme sur tout le territoire, les semaines d'information sur la santé mentale.

*par Delphine Blanchard*





SAINT-JEAN-D'ANGÉLY ET ALENTOURS

## Du deux-roues pour briser les tabous

L'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) lance son dispositif « psycyclette », une déambulation à vélo dans toute la Charente-Maritime autour de la santé mentale, avec un passage par la cité angérienne le 7 octobre.



L'association organise des forums de discussions après avoir pédalé des dizaines de kilomètres.

À l'occasion de la semaine d'information sur la santé mentale, l'Unafam propose de parcourir le département à vélo, à travers onze étapes quotidiennes, avec son projet « psycyclette ». La première étape partira de Saintes, lundi 7 octobre, pour rejoindre Saint-Jean-d'Angély en passant par Saint-Hilaire-de-Ville-

franche. Le lendemain, la cité angérienne sera le point de départ d'un trajet allant jusqu'à Surgères avec un détour par Varzay.

L'Unafam invite chacun à enfourcher sa bicyclette pour pédaler le temps d'une demi-étape, d'une étape, ou de plusieurs étapes. À chaque arrivée, la troupe de cyclistes s'arrête à un endroit pour planter une tente et organiser un petit forum d'échange. La structure fournie des brochures diverses et variées au sujet de la santé mentale. L'intérêt est de se renseigner voire de se questionner sur sa santé mentale. Le jeudi 10 octobre sera une date clé de l'évènement puisqu'il s'agit de la journée mondiale de la santé mentale.

En tout, plus d'une dizaine de communes charentaises maritimes s'articulent comme point de départ et d'arrivée de ce tour du département reliant Saintes à Pons, du 7 au 18 octobre. « C'est la première fois qu'on organise une psycyclette dans le département mais la pratique est répandue depuis bien longtemps ailleurs », explique Sylvie Rayé, coordinatrice du projet territorial santé mentale (Ptm) 17.

✂ **Pour les renseignements et inscriptions : 05 46 95 16 67 (lundi et vendredi uniquement) et ou par mail : secretariat-GCSM17@gh-saintesangely.fr**

par Théo Chiramberro





---

---

BONJOUR DE « DL »

---

---

BON ANNIVERSAIRE À...

## Françoise Vedrine, présidente déléguée de l'Unafam Dordogne

**C**haque jour, «DL» met en avant une personnalité dont c'est l'anniversaire et qui fait le point sur son activité personnelle, son association, son entreprise ou son club sportif. Aujourd'hui, «DL» souhaite un bon anniversaire à Françoise Vedrine, présidente déléguée de l'association Unafam en Dordogne. Elle soufflera demain ses 70 bougies.

C'est une association nationale avec des délégations départementales créée en 1963. Jusqu'ici, les personnes malades restaient tout le temps dans les asiles, mais des courants psychiatriques ont déterminé que leur vie n'était pas dans les hôpitaux mais dans des cités. Le domicile de secours étant celui de la famille, qui se trouvait

démunie puisqu'elle n'avait aucune formation en psychiatrie.

On est une petite délégation de dix personnes. La première action c'est l'accueil et l'orientation des familles, la défense des droits. Nous proposons des formations sur les différents troubles psychiques (la bipolarité, la schizophrénie, les dépressions de longue durée) pour qu'ils comprennent mieux les conséquences de la maladie sur le comportement du proche. Il y a des façons de présenter les choses pour que le proche malade soit motivé. On donne des éléments de décodage sur les maladies psychiques. Nous participons, en octobre, aux semaines d'information sur la santé men-

tales à Saint-Cyprien, Bergerac et la Roche-Chalais.

On est en lien avec l'hôpital. Les familles sont souvent très choquées lors de la première hospitalisation. Souvent les personnes malades sont mises à l'isolement car elles culpabilisent le fait d'être malade. Il faut savoir qu'on travaille avec des personnes qui elles-mêmes sont touchées par des troubles psychiques.

Que plus de médecins s'orientent vers la psychiatrie car il y a un gros problème de recrutement. Surtout il faut considérer que nos proches sont des êtres humains mais qu'ils ont une fragilité. ■



---

---

**UNAFAM OCCITANIE - PYRÉNÉES - MÉDITERRANÉE**

---

---



ACCUEIL, ÉCOUTE, INFORMATION, ENTRAIDE, FORMATION...

## L'Unafam Aveyron multiplie ses actions de soutien

Délégation départementale de l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques, l'Unafam Aveyron est une grande consolation et un recours de tous les instants pour l'entourage de personnes souffrant de troubles psychiques sévères.

Soutenue par l'Agence régionale de santé Occitanie, l'Unafam Aveyron déploie de multiples actions qui vont du soutien aux familles à la formation des aidants et des professionnels, en passant par des actions de déstigmatisation et la représentation et la défense des familles et des usagers (l'Unafam agit auprès des institutions et des instances nationales), la participation à diverses actions territoriales en matière de santé mentale, sans oublier le parrainage du groupe d'entraide mutuelle (GEM) Métamorphose à Rodez, ou encore l'appui au démarrage d'un groupe de patients-pairs. En Aveyron, les chiffres de l'année 2023 issus des bilans d'activités révèlent que 115 adhérents et 11 bénévoles sont formés à leurs missions et que 70 familles en moyenne sont accueillies sur les sites de Rodez, Villefranche-de-Rouergue et Millau. On peut concevoir qu'une journée (libre et gratuite) de sensibilisation

aux troubles psychiques, comme celle qui se déroulera au centre technique intercommunal de Decazeville ce vendredi 11 octobre de 9h à 17h, revêt une importance toute particulière puisqu'elle s'insère dans le cadre des sessions de formation des aidants, participant ainsi aux Semaines d'information sur la santé mentale. Pour l'Unafam, l'injonction «face à la maladie psychique, ne restez pas seul!» est devenue plus que jamais d'actualité. Car toujours selon ses chiffres les plus récents, si dans un département qui dénombre 279 600 habitants, pas moins de 8 390 personnes sont atteintes de troubles psychiques (soit 3% de la population), 16 780 personnes de l'entourage sont impactées (soit deux personnes en moyenne par patient). Tout confondu, ces mêmes statistiques pointent 25 170 Aveyronnais directement ou indirectement concernés par la maladie psychique. Alors, que faire,

sinon participer aux groupes de paroles, aux ateliers d'entraide et de partage d'expériences, aux formations à l'accompagnement, etc. En réalité, rejoindre l'Unafam Aveyron, c'est découvrir que le désir intime et personnel d'aider un proche vaut d'être soutenu et formé pour retrouver la force d'avancer dans une dynamique de groupe aussi chaleureuse que confidentielle. Nous sommes là au cœur même de la déstigmatisation ! Contact : 12@unafam .org / 07 77 38 96 00. ■



Sur le stand du forum des associations initié par Associatisse, la dévouée Christine Couffignal, déléguée départementale de l'Unafam Aveyron. - Crédits : DE

par De





---

---

## Spectacle et ciné-débat

**L'**Unafam participe à la programmation des semaines de la santé mentale avec un spectacle de théâtre et un ciné-débat et sera présente à la conférence proposée par l'association Psy Causent et le CH de Lavaur. - le 8 octobre à 18h, conférence « Bon rétablissement ! » à la Halle aux

Grains de Lavaur ; - spectacle « 2 Folies en Faux-Semblants » le 10 octobre à 20h30 au centre culturel Le Rond-Point à Labruguière, et le 15 octobre à 20h30 au Théâtres des Lices à Albi - le 12 octobre à 20h30, projection du film « Averroès et Rosa Parks » à la salle Arcé à Albi ; - le 13 octobre à 18h15,

projection du film « Sur l'Adamant » à la salle Arcé à Albi ; - le 13 octobre à 21h00, projection du film « La Machine à écrire et autres tracas... » à la salle Arcé à Albi ; le 13 octobre à 21h à Albi et le 17 octobre au Lido à Castres ■



---

---

**UNAFAM PAYS-DE-LA-LOIRE**

---

---



CHOLET

## Cette association aide les familles des malades

L'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques de Cholet accompagne les aidants et les aide, par des groupes de parole, à sortir de leur isolement.

Depuis 1963, l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam), association reconnue d'utilité publique, accompagne l'entourage des personnes vivant avec un trouble psychique.

À Cholet, Geneviève Bourmaud, Catherine Milko, et Françoise Cousseau, responsables et bénévoles très actives de l'association, ont souhaité, à l'occasion des Semaines d'information sur la santé mentale, qui ont lieu jusqu'au dimanche 20 octobre, présenter les actions engagées au cours de cet événement national.

« En France, deux millions de personnes vivent avec des troubles psychiques sévères et 75 % sont accompagnés au quotidien par leurs familles, indiquent les bénévoles. Les problèmes de santé mentale se développent beaucoup dans notre société et l'offre de soins étant saturée, il faut davantage soutenir la santé mentale. Pour ces motifs, l'Unafam souhaite aider les familles par l'accueil, l'information, le soutien et la formation pour mieux accompagner les familles. »

« Les familles sont souvent démunies »

À Cholet, l'Unafam organise des groupes de parole une fois par mois, un jeudi ou un mardi soir, pour accompagner les familles parfois en souffrance et les aider à sortir de l'isolement.

« Personne n'est préparé à l'accompagnement d'un proche touché par un problème de santé mentale, précise Geneviève Bourmaud. Les familles sont souvent démunies et oubliées face à la maladie psychique. »

« Il faut aider les familles à se déculpabiliser, éviter certaines erreurs et adopter les bons comportements face à un proche ayant un trouble psychique », complète Françoise Cousseau.

En plus de ces actions, l'association participe, jusqu'au dimanche 20 octobre, aux Semaines d'informations sur la santé mentale. Elle proposera plusieurs temps forts. Jeudi 10 octobre, l'Autre Usine a par exemple accueilli des séances de « remises en forme gratuites animées par un coach sportif de la Jeune France ». Les animations se poursuivent ce week-end. « Samedi 12 octobre, de 14 h à 18 h, place Rougé, l'Unafam sera présente au Village santé men-

tale, au niveau des stands d'information, avec l'hôpital, et d'autres associations », indique Catherine Milko.

### Une sortie vélo

Mardi 15 octobre, de 10 h à 18 h, l'association sera à la médiathèque pour présenter des livres qui permettent de mieux comprendre la santé mentale. « Vendredi 18 octobre, nous organisons une sortie vélo de 12 km à Beaupréau, en lien avec le GEM soleil et un éducateur sportif de Beaupréau vélo sport. Des animations sont prévues à l'arrivée par des élèves du lycée Julien-Gracq. »

Samedi 23 novembre, l'Unafam organisera aussi un café-rencontres pour débattre et accueillir les familles qui ont besoin d'aide.

Unafam 49, contact par mail à [49@unafam.org](mailto:49@unafam.org) ou par téléphone au 02 41 80 47 79. ■



Catherine Milko, Françoise Cousseau, Geneviève Bourmaud, bénévoles actives de l'Unafam Cholet, ont préparé la Semaine nationale de la santé mentale, à Cholet. Photo : . Ouest-France





MAINE-ET-LOIRE DEP

## La délicate mission des aidants

À Angers, Claudine aide sa fille quadragénaire, qui souffre de schizophrénie avec troubles de l'humeur, depuis 26 ans. Elle témoigne à l'occasion de la Journée nationale des aidant(e)s.

Parents, enfants, conjoints, ils sont 11 millions en France, dont 5 millions de salariés, à prendre soin d'un proche malade, handicapé ou âgé. Selon le Baromètre 2020 de la fondation April et BVA, 6 aidant(e)s sur 10 ne se considèrent pas comme tels. On ne définit pas assez ce qu'est l'aidant pour qu'ensuite ils et elles puissent accéder aux différents dispositifs existants, reconnaît Claudine G. qui aide elle-même sa fille souffrant de schizophrénie avec troubles de l'humeur. La maladie d'un proche, c'est une cascade de conséquences, relate-t-elle. À la fois personnelles, professionnelles et financières.

Au niveau scolaire, il n'y avait jamais eu de décrochages »

Claudine

Aidante.

Pour cette jeune septuagénaire, la vie a basculé il y a vingt-six ans, aux 18 ans de Clémentine<sup>(1)</sup>. Une jeune fille pétillante et formidable de vie, décrit sa maman. Au niveau scolaire, il n'y avait jamais eu de décrochages, c'était une élève brillante, plutôt destinée à faire des études supérieures. C'est durant l'année post-bac que l'effondrement psychique a

eu lieu sous forme de bouffées délirantes.

Déseparée, il lui a fallu accepter et comprendre, trouver la juste réponse et les bonnes clés pour accompagner au mieux sa fille. J'ai dû apprendre à réagir, confie-t-elle, à adopter des conduites et des comportements plus adéquats par rapport à Clémentine pour qu'elle ne se sente pas remise en cause, agressée, stigmatisée.

Responsable de service dans le secteur de l'action sociale, Claudine a dû s'adapter à cette situation difficile et nouvelle faite d'inquiétudes pour sa fille, de renoncements et de remaniements, pour Clémentine et pour elle, de choses riches aussi.

Tout devient très compliqué, mesure cette Franc-Comtoise d'origine qui s'est installée en 1995 à Angers. C'est très impressionnant quand quelque chose comme ça se déclenche, j'ai été dans le déni, beaucoup, admet cette maman séparée, parent solo, qui projetait une autre vie pour sa fille et nourrissait de son côté des projets professionnels. C'est tout à coup les études qui s'interrompent, un sommeil, un rythme qui deviennent très

perturbés. C'est épuisant et anxiogène. J'avais beaucoup de tonus, ça m'a permis de tenter de m'adapter. J'avais un poste à responsabilité, ça impliquait pour moi une surcharge mentale. Au bout de douze ans, j'ai fini en burn-out.

Très vite, Claudine a rejoint l'Unafam, association qui accompagne les personnes vivant avec des troubles psychiques sévères et leurs proches aidants, pour laquelle elle s'investit depuis plus de vingt ans. Sans aide, vous ne pouvez pas tenir, assure-t-elle. Elle participe aussi régulièrement aux actions proposées par l'UDAF 49, l'Union des associations familiales de Maine-et-Loire (lire ci-dessous), qui soutient et accompagne les proches aidants dans leur quotidien.

« L'amour inconditionnel de la personne en souffrance »

Petit à petit, Clémentine a pu cheminer vers plus d'autonomie. La quadragénaire, qui suit un traitement adapté, vit aujourd'hui indépendante, jamais très loin de Claudine. Ma fille a fait beaucoup de tentatives d'études supérieures et d'insertion professionnelle, se souvient sa maman. Mais il est difficile de te-

nir un rythme soutenu, ça finit par craquer au bout d'un moment. Il faut être supporter, pleine d'encouragements, savoir être là quand la personne rechute, suffisamment à bonne distance pour ne pas dramatiser.

Très proches et solidaires, mère et fille se sont toujours soutenues dans ce cheminement, dans un dialogue et un partage permanents. Ce parcours de vingt-six ans en tant qu'aidante m'a amenée à me

centrer sur l'essentiel : l'amour inconditionnel de la personne en souffrance, le fait d'apprendre à vivre pleinement le moment présent, observe Claudine. J'ai gagné en humanité et en détachement vis-à-vis de tout ce qui nous encombre inutilement.

(1) Pour des raisons d'anonymat, le prénom a été modifié. ■



Angers, lundi. Claudine (à gauche), aidante depuis 26 ans, participe régulièrement au Café des aidants et aux actions proposées par l'UDAF 49, représentée ici par Maud Robinard, chargée de mission aidants familiaux. Photo : CO - Laurent COMBET

*par Mireille Puau*





CHALLANS

## Se bouger pour être mieux dans sa tête

La Ville participe à la 35<sup>e</sup> édition des Semaines sur la santé mentale. Cette année, il est question de se bouger davantage.

Pour la 35<sup>e</sup> édition des Semaines d'information sur la santé mentale, du 7 au 20 octobre, la Ville de Challans en Vendée propose plusieurs animations gratuites. Ce programme a été concocté par le centre communal d'action sociale (CCAS), l'Union nationale de famille et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM), le Groupe d'entraide mutuelle (GEM) Havre de vie, l'Établissement public social et médico-social (EPSMS) du Pays de Challans, le centre hospitalier Loire Vendée Océan (CHLVO) (le Sémaphore) et l'association Yoga énergie.

Le 12 octobre, un rallye pédestre part du Petit-Palais de 9 h à 12 h. Tout le monde peut y participer, sans inscription. Ce circuit ludique d'environ 2 km fait étape au

GEM (Groupe d'entraide mutuelle), l'EPSMS du Pays de Challans et au Sémaphore (CHLVO). « Sur chaque lieu, des ateliers de mise en mouvement pourront vous divertir. L'UNAFAM sera présente autour d'un stand découverte », indique la Ville dans un communiqué.

Un atelier de danse en ligne (initiation, démonstration) est programmé, lundi 7 octobre, de 16 h 30 à 17 h 30 à la salle l'Ogerie. Gratuit, sur inscription au 02 51 49 79 62.

Bien manger aussi

Une dégustation « à l'aveugle » de produits méconnus est organisée au village Oasis, vendredi 18 octobre de 10 h à 12 h au Village Oasis (8, rue de la Pocière). Gratuit, sur inscription au 02 51 49 79 62.

Enfin, mardi 15 octobre, on peut assister à une conférence animée par Nora Petit, diététicienne-nutritionniste. Elle promet les liens entre l'alimentation, la gestion du stress-sommeil, l'activité physique et la santé. La conférence se termine par un buffet santé. À la salle Louis-Claude-Roux, tout public, entrée libre. ■



L'activité physique est mise en avant cette année pour les Semaines de la santé mentale. (Photo d'illustration) Photo : Archives Ouest-France

*par Michèle Besson.*





DE MONTVAL AU GRAND-LUCÉ

## Troubles psychiques : une antenne ouvre à Montval-sur-Loir

L'Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) peut recevoir au sein de la maison de santé pluriprofessionnelle de Montval.

L'Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) ouvre une antenne au sein de la maison de santé pluriprofessionnelle de Montval-sur-Loir.

« L'Unafam est une association reconnue d'utilité publique. C'est une grande chance pour notre territoire de permettre cet accompagnement et il est important que la population soit au courant de l'arrivée de cette antenne » commente Estelle Parrot, coordinatrice de la maison de santé. « Un de vos proches est confronté à une souffrance psychique, votre enfant ou adolescent souffre de troubles du comportement : la délégation de la Sarthe, constituée de bénévoles formés et motivés, vous accueille pour vous aider à sortir de l'isolement par l'écoute, le sou-

tien, l'entraide. Nous proposons différents services : groupes de parole animés par un psychologue, réunions d'information, formations pour les bénévoles, représentation des usagers auprès d'établissements de soins, actions de déstigmatisation. Le département de la Sarthe est particulièrement concerné par ce problème, 190 familles sont adhérentes » explique Catherine Martin déléguée de l'Unafam. « Le conseil communautaire a délibéré pour permettre l'organisation de cette nouvelle antenne et validé ce dispositif pour aider les familles. Il ne faut pas hésiter à appeler et franchir la porte pour les personnes qui se sentent seules devant ce problème » précise Hervé Roncière, président de la communauté de communes Loir Lucé Bercé.

### Pratique

Accueil sur rendez-vous au 02 43 40 44 53. Permanence le deuxième vendredi de chaque mois de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, au rez-de-chaussée de la maison de santé pluriprofessionnelle 1, rue Henri-Dunant à Montval-sur-Loir.

Site de l'Unafam : <https://www.unafam.org/sarthe>. Courriel : [72@unafam.org](mailto:72@unafam.org) ■



De g. à dr : Hervé Roncière, Catherine Martin, Jean-Luc Trouillard et Galiène Cohu. Photo : Le Maine Libre



---

---

**UNAFAM PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR - CORSE**

---

---



## MURIEL ROCHAS, DELEGUEE UNAFAM 04 : « L'OFFRE DE SOINS EN PSYCHIATRIE SOUFFRE CRUELLEMENT DU MANQUE DE PSYCHIATRES »



C'est peu de dire que Muriel Rochas connaît les troubles psychiques, les soins à l'hôpital, les psychiatres, les soignants, mais aussi l'animation et la conduite de projets associatifs. Jeune retraitée de l'éducation nationale (elle était directrice d'école), elle a 4 enfants dont une fille qui souffre de crises répétées dues à la maladie psychique depuis 18 ans.

Muriel Rochas a été bénévole à l'Unafam (Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ ou handicapées psychiques) depuis 2012, représentante des usagers, puis déléguée départementale en 2017, jusqu'à l'année dernière. Elle a su, pendant toutes ces années, donner du contenu et du sens à la délégation départementale, en développant, avec son équipe de bénévoles de multiples actions : Accueil et écoute des familles, de leurs souffrances, groupes de paroles, journée d'information avec des psychologues, participation à l'élaboration du Plan territorial de santé mentale, événements destinés à sensibiliser la population (voir ci-joint

photo événement Psycyclette à Manosque 2022). Elle a mis en place avec son équipe les premières formations « Premiers secours en santé mentale », la participation de l'Unafam à la Commission des usagers et à celle sur les soins sans consentement etc.

**Insuffisance de moyens** Selon Muriel Rochas, l'offre de soins en psychiatrie dans le 04, comme dans toute la France, souffre cruellement du manque de psychiatres (neuf postes sont pourvus à l'hôpital de Digne sur un total de 13 postes ouverts), la formation d'infirmiers spécialisés en psychiatrie n'existe plus et les emplois d'infirmiers en pratiques avancées (IPA) peu valorisés, ne trouvent pas preneurs.

Il n'y a pas d'équipe mobile de crise dans le département pour éviter les ré-hospitalisations et les Centre médico psychologiques (CMP) qui suivent les patients hors hôpital, ne réalisent que partiellement leur mission de « aller vers », faute de moyens et d'organisation adaptés... Une équipe mobile de réhabilitation a été mise en place récemment pour l'aide à l'insertion sociale des patients. Très engagée et dynamique, elle est toutefois nettement insuffisante pour proposer un suivi auprès de tous les patients qui en ont besoin (plus de 5000 patients sont pris en

charge chaque année par l'hôpital). Sur le sud alpin et l'agglomération de Manosque, la couverture des soins est organisée par les CMP et les Centres de jour. En cas de besoin d'hospitalisation, les patients sont dirigés sur l'hôpital de Digne après un passage aux urgences.

Muriel Rochas souligne qu'il est difficile de raccrocher au soin et à l'accompagnement une partie de la population, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (taux de pauvreté élevé, conditions de vie précaires, habitat inadapté, chômage...) Ce constat est fait par les soignants mais aussi par l'Unafam qui reçoit peu de familles des quartiers prioritaires.

Concernant la pédopsychiatrie, des Centre de soins et de jour pour les enfants et adolescents (CMPI, CMPEA, CASA ...) sont déployés sur le territoire. Il faut souligner cependant l'absence de lits et le manque de médecins, alors que le nombre de troubles chez les enfants et les adolescents est en hausse sensible depuis plusieurs années. En résumé, l'hôpital de Digne, seul hôpital psychiatrique du département, arrive malgré tout à offrir des soins de crise et post-crise à court terme grâce à l'engagement résolu des médecins et des équipes soignantes.

L'inclusion dans la cité, hors les murs de l'hôpital, des personnes fragiles psychiquement, ne pourra réussir qu'avec une offre complémentaire d'accompagnement, de logements, de travail et d'activités sociales adaptés.

La mise en place récente du Conseil local de santé mentale

par le maire de Manosque et l'ARS (CLSM), devrait permettre, après un diagnostic et une évaluation objective de la situation, de créer une nouvelle dynamique de soins et d'accompagnement partagée (élus, médecins, usagers, aidants). C'est un véritable espoir pour le sud du département. Aujourd'hui, face aux si-

tuations complexes et parfois tragiques que peuvent provoquer les troubles psychiques, les derniers remparts sont encore très souvent leurs proches aidants. ■

*par Guy Limorte (CLP)*



## Forcalquier. Conférence débat sur les troubles bipolaires

**Conférence spectacle sur les troubles bipolaires à Forcalquier le 9 octobre avec Cécile Lajus suivi d'un échange avec le public.**

Société.

C'est dans le cadre des semaines d'information sur la santé mentale (35e édition, sur le thème « être en mouvement pour notre santé mentale » ) que l'Unafam 04 organise le 9 octobre à 16 heures, salle Pierre Michel, mairie de Forcalquier dans les Alpes de Haute-Provence une « conférence clownesque » sur les troubles bipolaires , suivie d'un échange avec le public. Le spectacle intitulé « Philomène se démène » est écrit et interprété par Cécile Lajus.

L'auteure est venue à l'art du clown en 2004 dans les Hautes Alpes. Elle participe à divers ateliers et travaille aussi en solo. « Je souhaite jouer ce spectacle, inspiré de ma propre expérience, pour faire connaître les troubles bipolaires et contribuer à la déstigmatisation des troubles psychiques ».

Contact : [cecile.lajus@orange.fr](mailto:cecile.lajus@orange.fr)

Galerie photos

Réagir à cet article



<https://medias.hauteprovenceinfo.com/photos/1200/45097/?v=1727282837>

Cécile Lajus - ©DR/HPI

